

[FENÊTRES] SUR COURS


SNUipp-FSU
HEBDOMADAIRE
N°413
15 JUIN 2015
ISSN1241-0497

BÉZIERS
la forme
et le Front

JEAN-PAUL DELAHAYE
Pauvreté et
réussite scolaire

En campagne
pour l'école rurale



A LA UNE

En campagne pour
l'école rurale

SOMMAIRE

5

L'ENFANT À L'ÉCOLE

OBÉSITÉ INFANTILE,
UN DÉFI DE TAILLE

7

ACTUS

CHANTIER MÉTIERS,
IL Y A ENCORE DU TRAVAIL

10

GRAND ANGLE

BÉZIERS : MÉNARD
S'AFFICHE EN HÉRAULT

12

DOSSIER

EN CAMPAGNE POUR L'ÉCOLE
RURALE

18

MÉTIER

STAGIAIRES 2014-2015, LE
SNUIPP-FSU MÈNE L'ENQUÊTE

24

RESSOURCES

MÉMORIAL DE LA SHOAH,
UNE APPROCHE SENSIBLE
DE L'HISTOIRE

27

AUTOUR DE L'ÉCOLE

L'ONZUS SONNE L'ALARME

30

GRAND INTERVIEW

JEAN-PAUL DELAHAYE

L'heure de la sortie
et du bilan

Ce sera bientôt le moment de rendre aux élèves leurs cahiers et leurs productions, de trier, ranger les armoires, de faire le bilan de cette année scolaire. L'engagement professionnel de celles et ceux qui font l'école au quotidien était bien présent malgré les difficultés. Les nouveaux rythmes scolaires n'ont pas été sans poser problème, avec des contraintes nouvelles dans l'organisation du travail. D'autant que le nombre d'élèves par classe toujours très élevé, le manque de remplaçants, de RASED, l'absence de formation continue ne vont pas dans le sens d'une amélioration des conditions de travail. Les multiples annonces de la ministre pour l'école primaire ne se sont pas traduites de manière concrète. C'est à l'école qu'il a été demandé de porter les valeurs républicaines, mais sans lui en donner les moyens et les outils nécessaires. Une mission quasi impossible quand dans le même temps, tout montre que les inégalités se creusent, que la pauvreté ne cesse de croître et que l'école n'est évidemment pas épargnée. Pourtant, faire réussir tous leurs élèves, c'est ce que veulent les enseignants. Il est temps que le ministère de l'Éducation nationale les écoute et reconnaisse leur professionnalité. Cela passe par des conditions de travail améliorées, une revalorisation salariale et des moyens à la hauteur des ambitions de l'école. C'est ce que le SNUipp-FSU portera dès la rentrée à vos côtés.



© MIRA/NAJA

Aline Becker

[FENÊTRES]
SUR COURS

Hebdomadaire du syndicat national
unitaire des instituteurs, professeurs
des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris
Tél. : 01 40 79 50 00
E-mail : fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication : Sébastien Sihir
Rédaction : Francis Barbe, Aline Becker,
Elsa Bellanger, Alexis Bissierkine, Laurence Gaiffe,
Pierre Magnetto, Vincent Martinez, Philippe Miquel,
Jacques Mucchielli, Christian Navarro, Emmanuelle
Rocin, Sébastien Sihir, Virginie Solunto.
Conception graphique : Acte Là !

Impression : SIEP Bois-le-Roi
Régie publicité : Mistral Média
365 rue Vaugirard 75015 Paris
Tél. : 01 40 02 99 00
Prix du numéro : 1 euro Abonnement : 23 euros
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284
Adhérent du syndicat de la presse sociale

66% de la cotisation sont remboursés sous forme de crédit d'impôt !

Obésité infantile: un défi de taille

La France n'est pas épargnée par le risque d'épidémie d'obésité en Europe annoncé par l'OMS. La prévention de l'obésité infantile reste donc indispensable et passe aussi par le contrôle du marketing alimentaire.

L'Europe devra faire face à une véritable épidémie d'obésité d'ici à 2030. La mise en garde provient de l'Organisation mondiale de la santé. Elle note que « la prévalence de l'obésité a plus que doublé entre 1980 et 2014 » et qu'elle pourrait encore être multipliée par deux dans les 15 prochaines années. On pensait la France à l'abri avec 15% seulement d'adultes obèses* mais ce taux pourrait monter à plus d'un quart de la population en 2030. Selon la Société française de nutrition, ces projections sont la conséquence de l'épidémie d'obésité infantile observée entre 1980 et 2000 et « même si les chiffres tendent à se stabiliser dans les nouvelles générations, les enfants nés dans les années précédentes resteront obèses ». La lutte contre l'obésité infantile est donc toujours primordiale pour limiter le risque d'obésité à l'âge adulte. 15% des enfants sont en surpoids ou obèses en France, et on considère aujourd'hui que c'est l'interaction entre des facteurs biologiques, comportementaux et environnementaux qui entraîne l'apparition de l'obésité. Elle est aussi étroitement liée aux inégalités sociales et, en classe de CM2, les enfants d'ouvriers sont dix fois plus victimes d'obésité que les enfants de cadres.

Sus au marketing alimentaire

L'OMS incrimine notamment le marketing qui influence directement les choix alimentaires des enfants. C'est pourquoi elle recommande la réduction tant de l'exposition des enfants que de la force des messages commerciaux en faveur des aliments peu sains. Les industriels de l'agro-alimentaire lorgnent en effet sur un « marché enfants » estimé à 40 milliards d'euros en France. D'abord

parce que les enfants sont de futurs consommateurs adultes qu'il convient de fidéliser, ensuite parce qu'au-delà de leur propre pouvoir d'achat, ils possèdent un pouvoir de prescription des dépenses familiales. Le Québec a choisi d'interdire les messages publicitaires à destination des enfants, les Britanniques ont préféré les orienter vers des choix alimentaires plus sains. Des solutions peu reprises en France où on réfléchit à un étiquetage nutritionnel mais où la publicité alimentaire est peu réglementée.

ALEXIS BISSEKINE



L'affiche de la 6^e journée européenne de l'obésité qui a eu lieu le 23 mai dernier.

*Le surpoids et l'obésité sont établis à partir de l'indice de masse corporelle (IMC) qui est le rapport de la masse (en kilos) divisée par le carré de la taille (en mètre). À partir de 25, on est en surpoids, à partir de 30, on est obèse.

PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE

PÉTITION POUR UN PLAN D'URGENCE D'ACCUEIL DES TOUT-PETITS

Pour la création de 200 000 places en services d'accueil de jeunes enfants (crèches, multi-accueils...), une formation initiale et continue ambitieuse pour leurs personnels, la baisse de leurs taux moyens d'encadrement: le collectif « Pas de bébés à la consigne », soutenu par une trentaine de personnalités du monde de la recherche et de praticiens de la petite enfance, appelle le Président de la République et le gouvernement à mettre en œuvre un véritable plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance. Lire et signer la pétition sur: www.pasdebebesalaconsigne.com

FAMILLES

LE COÛT D'UN ENFANT

6005 euros, c'est ce que coûte chaque année un enfant de moins de 16 ans à ses parents et cela représente 13,6% du budget de la famille. Le ministère des affaires sociales a passé au crible les budgets des familles en 2011 et note des écarts de consommation entre famille avec ou sans enfant(s) qui proviennent essentiellement des dépenses d'alimentation. Chez l'enfant de moins de 4 ans, plus des deux tiers des dépenses individualisables, c'est-à-dire imputables uniquement à l'enfant, correspondent à des dépenses liées à sa garde. Lorsqu'il grandit, les frais scolaires, dont la cantine, augmentent peu à peu jusqu'à en représenter la majorité.

www.drees.sante.gouv.fr

SANTÉ

DE LA NOCIVITÉ DU STRESS

Pour les enfants, l'exposition au stress (dysfonctionnements à la maison, séparation d'avec les parents, maladie, manque de soin...) est prédictive de troubles physiologiques et d'adoption de comportements à risque à l'âge adulte. C'est ce que montre une étude de l'Inserm sur 7 535 individus âgés de 44 ans. Les hommes ayant connu ces types de situations dans l'enfance sont plus sujets à se tourner vers des comportements à risque et à souffrir d'addictions, les femmes de leur côté présentent un indice de masse corporelle (IMC) significativement plus élevé que la moyenne.

ENBREF

AUSTRALIE

ENQUÊTE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

42% des enseignants australiens travaillent plus de 50 heures hebdomadaires et 23% plus de 55 heures d'après les résultats d'une étude conduite par le syndicat *Australian Education Union* auprès de 2 000 enseignants. Un temps de travail plus élevé que dans la moyenne des pays de l'OCDE, en raison notamment de « l'augmentation des tâches administratives non liées à l'enseignement ». L'enquête précise que cette charge de travail peut entraîner chez certains enseignants l'intention de quitter la profession.

MONDE

QUI VEUT GAGNER UN MILLION ?

La très riche fondation britannique Varkey, dédiée à l'éducation, organise un concours international du « meilleur enseignant du monde », doté d'un prix d'un million de dollars, afin de « valoriser le métier d'enseignant ». Plutôt connus pour développer des réseaux d'écoles

privées aux tarifs prohibitifs, les organisateurs de ce concours déplorent le trop faible nombre d'enseignants français candidats : seulement dix l'an passé. Alors avis aux amateurs de revalorisation express, le dossier d'inscription est en ligne jusqu'au 10 octobre : globalteacherprize.org/fr

CONFLITS

PROTÉGER LES ÉCOLES

Enlèvement de lycéennes au Nigéria, massacre dans une école au Pakistan... Dans la majorité des conflits armés, les écoles subissent des attaques systématiques ou sont utilisées à des fins militaires. C'est ce que dénonce la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) dans ses derniers rapports. A son initiative, trente-sept pays viennent de signer à Oslo une « déclaration internationale sur la sécurité dans les écoles » et s'engagent à intensifier leurs efforts en vue de protéger les élèves, les enseignants et les établissements scolaires contre toute attaque violente.

TEMPS D'INSTRUCTION OBLIGATOIRE

LA FRANCE OBSÉDÉE PAR LES « FONDAMENTAUX »

La France, mal placée dans les classements PISA, manquerait de temps d'enseignement et de travail en français, maths, sciences ? C'est tout l'inverse que montre le dernier rapport Eurydice (Union européenne / OCDE) sur le temps d'instruction dans 34 pays du continent européen. Le pays peut se targuer d'une première place : celle des états prévoyant le plus de temps en classe. La France dépasse les 900 heures d'instruction obligatoire par an, comme l'Irlande ou l'Italie quand l'Allemagne en est à 832 heures et la Finlande, souvent citée en exemple en matière éducative, « seulement » 703 heures. Alors, dans ce temps d'instruction, il n'y aurait pas assez de mathématiques ou de français ? Non plus. En primaire, le français, les mathématiques et les sciences constituent près de 70 % du temps secondaire en France (écriture, lecture, littérature : 36,7 %, mathématiques : 20,8 %, sciences : 9,2 %, langue étrangère : 6,3 %), alors qu'on est en-dessous de 50 % à Chypre, en Islande ou au Danemark. Dans presque tous les pays, la première matière enseignée est la langue (plus d'un quart des heures) sauf à Malte (mathématiques). Si le système français doit être amélioré, ce n'est donc pas en quantité, mais en qualité. Avec des classes allégées, du soutien individuel... comme en Finlande. Mais aussi une réelle formation des enseignants, de la mixité scolaire et des moyens renforcés là où sont les besoins. LAURENCE GAIFFE

Rapport Full time compulsory education time in Europe, mai 2015.

Monique Sassier, médiatrice de l'Éducation nationale

3 QUESTIONS À



« L'école ne doit pas reproduire de ségrégation »

Après 5 ans d'exercice quelles

évolutions avez-vous constatées ?

Il y a une augmentation régulière du nombre des réclamations venant des familles et des étudiants. Les questions relatives aux affectations des élèves sont plus souvent évoquées. Les conflits de la vie scolaire sont nombreux : risques de violence, de harcèlement... Je voudrais ajouter que les familles sont parfois très dures à l'égard des enseignants qui, eux aussi parfois, sont exaspérés par certains comportements d'élèves et de familles. L'école, le collège et même le lycée ne seront des lieux d'éducation et d'appren-

tissage que si les liens entre les parents, les élèves et les établissements sont, sinon sereins, en tout cas respectueux.

Les inégalités de notre système éducatif sont-elles perceptibles dans votre activité ?

Oui, nous recevons des lettres, de familles surtout, qui se plaignent des conséquences de leurs difficultés financières : non participation à une semaine de sport, ou autre sortie, difficulté de paiement de la cantine, refus d'aller à l'école des enfants par peur ou honte. La première chose est d'écouter ces familles et ces élèves. La seconde est d'alerter les établissements et

les inspecteurs pour trouver une place à chacun. Sans doute aussi faut-il améliorer la relation pédagogique. Laissons les professeurs inventer des réponses, recherchons les actions qui sont efficaces. L'école ne doit pas reproduire de ségrégation dans des enseignements. C'est cela qu'élèves, familles, et même enseignants ne supportent pas.

Pourquoi une telle augmentation des réclamations des enseignants relatives aux mutations* ?

C'est surtout l'affectation des 10 000 stagiaires qui a posé problème en 2014. Les procédures d'affectation compliquées ont été connues

tardivement et les « ratés » se sont multipliés. Par exemple, la règle retenue du maintien dans l'académie des étudiants en M1 n'a pas permis de s'arrêter sur des situations familiales et sociales difficiles. Des stagiaires affectés dans une autre académie ont fait état de graves difficultés financières, devant assurer la vie d'une famille éloignée. Notre institution doit s'adapter à ses nouveaux recrutements, ce n'est pas facile et on pourrait imaginer que toutes ces informations soient parfaitement relayées par tous ceux qui sont en contact avec les professeurs stagiaires.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MIQUEL

*Rapport annuel du médiateur de l'éducation nationale présenté le 18 mai 2015

Chantier métiers, il y a encore du travail



Pour Najat Vallaud-Belkacem, le chantier métiers ouvert en juillet 2013 « *trouve sa conclusion* ». Il a permis de « *moderniser les missions de tous les personnels* » et « *de mieux reconnaître certains métiers par l'amélioration des conditions d'exercice ou la revalorisation financière* ». La communication bien rodée de la ministre a bien du mal à passer dans les écoles où la majorité des enseignants attend toujours une traduction concrète de la priorité au primaire promise. Hormis la création d'une ISAE de 400 euros pour tous les PE et l'élargissement de la hors-

classe, l'essentiel des mesures concerne seulement une petite partie d'entre eux : amélioration partielle du régime des décharges des directeurs d'école, revalorisation de leurs indemnités ainsi que celles des maîtres formateurs, des conseillers pédagogiques, des personnels de l'éducation prioritaire. Le chat est bien maigre pour des personnels qui voient leurs conditions de travail se dégrader et la

barque de leur métier se charger au fil des nouvelles missions sans cesse assignées à l'école.

Campagne de rentrée

Pour le SNUipp-FSU, il n'est pas question de laisser le chantier métier en l'état car on ne peut parler de refondation de l'école sans se préoccuper de ceux qui la font tous les jours. Dès à présent, le syndicat s'engage à faire vivre une grande campagne pour obtenir l'ouverture de négociations sur le temps de travail et la rémunération des personnels. Avec l'objectif d'obtenir des avancées immédiates sur un

certain nombre de dossiers prioritaires : la révision des obligations réglementaires de service avec la réappropriation des 108 heures par les équipes d'école et la suppression des APC, l'alignement de l'ISAE sur l'ISOE du second degré, la reconnaissance du métier par une vraie revalorisation et la fin des injonctions administratives inutiles. Transformer l'école pour permettre de faire réussir tous les élèves passe aussi par l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Il y a urgence !

PHILIPPE MIQUEL



LE DROIT DES PERSONNELS ROGNÉ

Insuffisance de recrutements, mauvais calibrage des permutations... De nombreux départements n'ont pas les personnels suffisants pour pourvoir tous les emplois de PE et se voient contraints à une gestion au poste près. Une situation qui pousse de plus en plus de DASEN à refuser les demandes de disponibilité, de temps partiels sur autorisation ou les allègements de service pour raison médicale. Alors que la complexification du métier rend les demandes de plus en plus nombreuses, ces refus pénalisent lourdement les enseignants les plus fragiles, conduisant même certains à la démission. Le SNUipp-FSU dénonce ces atteintes au droit des personnels. Il saisira le prochain CHSCT ministériel et prépare un recours gracieux à destination des PE ayant essuyé un refus.

FONCTION PUBLIQUE

ATTENTION LE PPCR ARRIVE

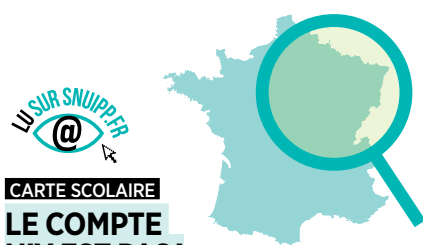
Engagées depuis mars 2014, les négociations entre le ministère de la fonction publique et les organisations syndicales sur le Parcours professionnel carrière et rémunération (PPCR) touchent à leur fin. Il s'agit là d'un enjeu majeur pour plus de cinq millions de fonctionnaires. Parmi eux les professeurs d'école sont concernés par le volet rémunération qui propose de revoir les grilles salariales. Le projet dans sa dernière version prévoyait notamment la transformation des primes en points d'indice, une revalorisation de la grille-type des fonctionnaires de catégorie A, une révision des procédures d'avancement d'échelon, le tout selon un calendrier de mise en œuvre inacceptable. La FSU a fait valoir tout au long des échanges

son exigence d'une vraie revalorisation pour l'ensemble des fonctionnaires et l'a rappelée dans un courrier adressé, à son initiative, par toutes les fédérations de fonctionnaires le 13 mai au premier ministre. En réponse, Manuel Valls s'est déclaré prêt à « *examiner les pistes envisageables pour aller plus loin dans les propositions du gouvernement* ». Vérification sur pièce, le 15 juin, date à laquelle Marylise Lebranchu devrait présenter la version finale du projet pour signature éventuelle des syndicats. Avant de prendre position, le SNUipp et la FSU demandent une révision du calendrier afin de leur laisser le temps d'informer et de consulter les personnels sur ce dossier crucial. PHILIPPE MIQUEL

66

SATISFACTION

C'est le pourcentage des Français qui ont une image positive des professeurs et des enseignants. Selon le sondage réalisé par Opinionway, les enseignants leur ont transmis l'amour d'une matière (59%), le goût d'apprendre (41%), une indispensable confiance en eux (31%) ou les ont inspirés. Par contre 33% des sondés disent ne pas avoir de souvenirs marquants laissés par un enseignant.



CARTE SCOLAIRE

LE COMPTE N'Y EST PAS !

Où vont les 2 511 postes créés dans le 1^{er} degré à la rentrée prochaine? Ouvertures et fermetures de classes et postes gardés en réserve par les DASEN, «Plus de maîtres», scolarisation des tout-petits, remplacement, Rased... Le SNUipp-FSU livre le détail des implantations et fait un premier constat : le compte n'y est pas !

🔗 Rubrique [L'école/Le système](#)

EPS

PERMIS DE PISCINE

Une attestation scolaire du savoir nager (ASSN) verra le jour à la rentrée prochaine. Destinée à vérifier la capacité des enfants à être autonomes dans l'eau, sa passation au cours du cycle 3 devrait être organisée par les PE et les maîtres-nageurs sauveteurs puis visée par le directeur d'école. Elle sera reconnue dans le cadre d'activités nautiques par les structures d'accueil de mineurs. Pour le SNUipp-FSU, les compétences à acquérir en fin de C3 ne doivent pas se traduire par l'obligation systématique de valider cette attestation. Il a aussi fait remarquer qu'il s'agira d'une tâche administrative supplémentaire à l'heure où est discuté leur allègement.

ACTION

PÉTITION NATIONALE MOUVEMENT

Encore deux semaines pour signer la pétition nationale «Mouvement»* du SNUipp-FSU qui revendique l'organisation d'une deuxième phase avec saisie des vœux, la limitation stricte des postes à profil et la fin des



nominations arbitraires. Alors que les opérations du mouvement 2015 s'achèvent et que le nombre d'affectations à titre définitif, au plus près des vœux des personnels est en recul, le SNUipp-FSU a été rejoint par le SE-UNSA et FO dans une adresse commune à la ministre.

**Signature en ligne sur snuipp.fr ou en format papier proposé dans les départements et remise au ministère fin juin.*

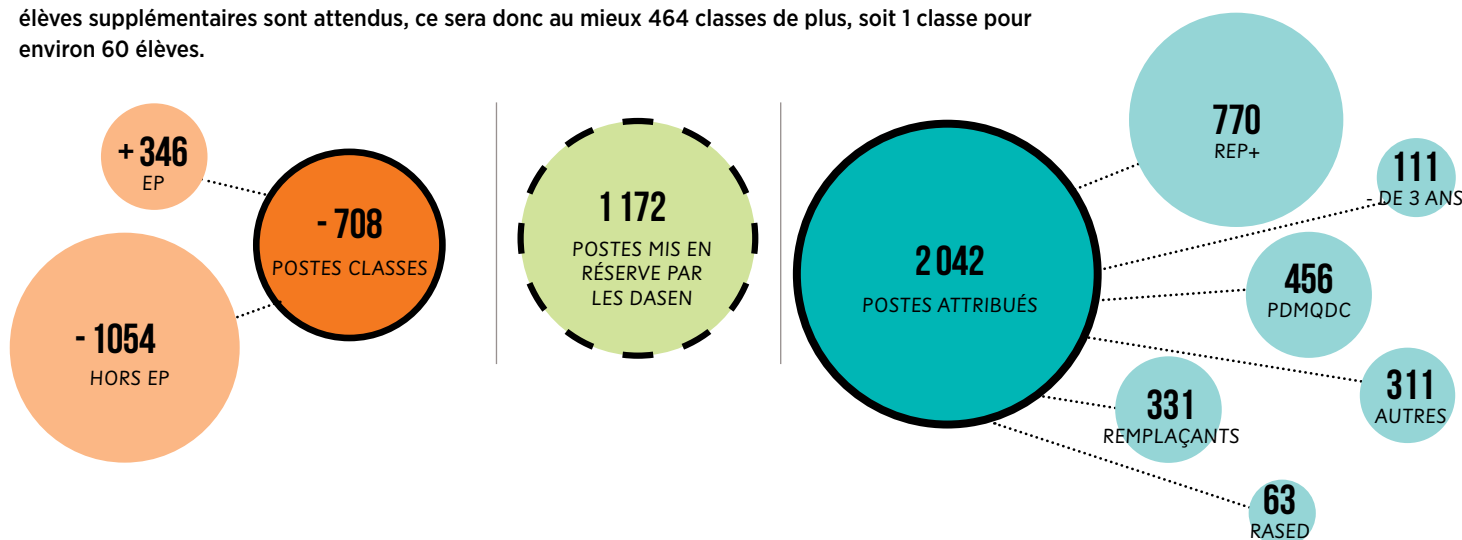
PRÉCARITÉ

EVS: LE SNUIPP DEMANDE LE RENOUVELLEMENT DES CONTRATS

Le SNUipp-FSU a écrit au Premier Ministre pour lui demander que soient renouvelés les nombreux contrats d'EVS, dédiés notamment à l'aide administrative, à la direction d'école, et qui arrivent à échéance. Ils sont 600 par exemple dans l'académie de Rennes. Au moment où le gouvernement annonce la création de 100 000 emplois aidés, ces personnels précaires doivent pouvoir poursuivre leurs missions utiles au bon fonctionnement des écoles. Le syndicat demande aussi pour eux un statut d'emploi qui doit être pérennisé professionnalisé et revalorisé.

CARTE SCOLAIRE 2015 : OÙ VONT LES POSTES ?

➤ À ce jour, ce sont 708 classes en moins, alors que les DASEN ont gardé 1172 postes en réserve, la plus grande partie pour ouvrir des classes lors du réajustement de rentrée. Alors que 25400 élèves supplémentaires sont attendus, ce sera donc au mieux 464 classes de plus, soit 1 classe pour environ 60 élèves.



Circulaire de rentrée : tour d'horizon

Programmes de maternelle, enseignement moral et civique, parcours artistique et culturel, la circulaire de rentrée recense de nouvelles prescriptions sans détailler de réels moyens pour les mettre en œuvre.



Justice et réussite, égalité et citoyenneté, formation, la circulaire de rentrée 2015 décline en trois axes les évolutions prévues pour l'école l'année scolaire prochaine. De belles intentions dont le texte ne dit pas comment elles pourront se traduire concrètement sur le terrain. En 2015-2016, ce sera en effet l'entrée en vigueur des nouveaux programmes de la maternelle (voir ci-dessous). Ce sera aussi, sans que l'on comprenne bien comment elle s'organisera, une évaluation «à des fins diagnostiques» des élèves de CE2 en français et en maths. Une banque d'outils sera mise en ligne pour permettre aux enseignants «d'évaluer les élèves au moment choisi par eux au cours des premières semaines de l'année et en fonction des objectifs poursuivis au sein de la classe». Ce sera encore la nouvelle organisation de l'éducation prioritaire qui sera généralisée avec la mise en place des 350 REP+ et des 739 REP.

S'appuyer sur la formation ?

Est également annoncée la mise en œuvre de deux parcours. Celui d'éducation artistique et culturelle (PEAC) qui «entend favoriser un égal accès de tous les jeunes à l'art et à la culture» et le parcours citoyen qui devra s'appuyer sur le

nouveau programme d'«enseignement moral et civique» en lien avec la charte sur la laïcité. Les équipes d'école risquent de se sentir bien seules devant l'ampleur de la tâche et ses multiples déclinaisons car la circulaire est loin d'être opérationnelle sur ces points. Une absence d'indications de mise en œuvre qui risque de produire des cadrages très différents d'une circonscription à l'autre, d'autant que les programmes ne sont pas encore connus.

La circulaire affirme par ailleurs que les équipes doivent pouvoir «s'appuyer sur une formation renouvelée et ambitieuse» mais on peine à en voir les signes si ce n'est la plus grande implication souhaitée des Espé et de leurs formateurs dans la FC et une nouvelle politique de publication de ressources d'accompagnement.

Au final, de nombreuses et nouvelles prescriptions qu'il sera difficile de toutes accompagner. Le ministère reconnaît lui-même qu'un travail de clarification du métier d'enseignant est nécessaire mais le reporte après la rentrée. «Des projets sont en préparation afin de mieux identifier et reconnaître l'ensemble des missions des personnels enseignants du premier degré» précise en effet le texte. ALEXIS BISSERKINE

NOUVEAUX PROGRAMMES

MATERNELLE, NE VOIS-TU RIEN VENIR ?

À moins d'un mois de la sortie des classes, les enseignantes et les enseignants des écoles maternelles n'ont pas encore reçu les programmes qui devront guider leur action à la rentrée prochaine. Pas de version papier pourtant utile dans le travail en équipe, pas même de version électronique. La circulaire de rentrée (voir ci-dessus) annonce la mise en ligne de ressources d'accompagnement portant sur les besoins du jeune enfant, la scolarisation des enfants de moins de trois ans, le jeu, et différents points des programmes. Mais ces documents ne seraient disponibles qu'à la rentrée et là encore uniquement en format électronique. Quant à la formation, elle est pour l'instant quasi inexistante. D'après l'enquête réalisée par le SNUipp-FSU, seuls quatre départements ont proposé cette année des stages de formation continue dédiés aux nouveaux programmes et un quart seulement a organisé des animations pédagogiques sur ce thème. Le SNUipp regrette que ces programmes plutôt bien pensés ne soient pas portés de manière plus déterminée par le ministère. Pour le syndicat, «il est encore temps de diffuser massivement ces textes et d'impulser des actions de formation à la hauteur de l'enjeu dans le courant du premier trimestre de l'année 2015-2016». ALEXIS BISSERKINE



MONTPELLIER (34)

MOBILISATION POUR LA MIXITÉ SCOLAIRE

Au Petit Bard, quartier populaire de Montpellier (Hérault), dont les 600 élèves sont presque tous d'origine marocaine, les mères d'élèves de quatre écoles classées en REP+ se battent depuis trois mois pour obtenir davantage de mixité à l'école et au collège. Elles viennent d'obtenir la possibilité de choisir parmi deux collèges mais le SNUipp-FSU 34 met en garde : «Cela ne règle rien, il faut un redécoupage en parts de tarte» qui éviterait des écoles ghettos.

GRENOBLE (38)

38 ENFANTS MIGRANTS ENFIN SCOLARISÉS

Depuis janvier, une trentaine d'enfants migrants, installés pour la plupart dans le bidonville Esmonin de Grenoble, n'avaient de place dans aucune école. Le SNUipp-FSU de l'Isère avait interpellé le ministère et des solutions viennent d'être trouvées : mairie et inspection ont proposé des affectations et les directeurs d'école procèdent aux inscriptions. Par ailleurs, un poste et demi devrait être créé à la rentrée pour renforcer l'accompagnement de ces enfants et des équipes enseignantes.

SAINT-DENIS (93)

DES PARENTS EN COLÈRE À L'ÉCOLE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Samedi 6 juin, le collectif de parents d'élèves de Saint-Denis, «le ministère des bonnets d'âne» a investi quelques heures le parc de l'école de la Légion d'honneur, pour protester contre les inégalités scolaires. L'établissement somptueux, voisin de quartiers déshérités, accueille des lycéennes descendantes de personnes médaillées. Le collectif réclame «la même école pour tous» et dénonce, comme le SNUipp-FSU 93, la pénurie d'enseignants dans le département.

Béziers: Ménard s'affiche

Après plus de 30 ans de gestion de droite, l'arrivée de Robert Ménard à la mairie de Béziers n'a pas vraiment transformé le quotidien des Biterrois. Mais derrière les provocations de façade, c'est sur le terrain des idées que l'élue d'extrême-droite pousse ses pions.

« 64,6 % » *d'enfants de confession musulmane dans les écoles de Béziers.* En avançant ce chiffre début mai sur l'antenne de France 2, Robert Ménard laissait clairement entendre qu'on opérait dans sa mairie des statistiques ethniques à partir du fichier des élèves des écoles, pratique interdite en France depuis 1978. Le lendemain, un communiqué de la ville de Béziers venait démentir la déclaration, mais l'objectif était atteint. Expert en provocation, Robert Ménard, élu maire de Béziers l'an dernier avec le soutien du Front national, occupe régulièrement le devant de la scène avec un certain savoir-faire, éprouvé au fil de sa première carrière de journaliste et de son passage à l'association « *Reporters sans frontières* ». Sans être exhaustif, on peut citer la blouse obligatoire à l'école, le couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, les arrêtés interdisant l'étendage du linge et les antennes paraboliques en centre-ville ou la campagne d'affichage vantant l'armement de la police municipale. Mais derrière ces mesures-chocs, dont la plupart ne sont d'ailleurs pas appliquées, et une parole « *décomplexée* » qui se propage, demeurent les questions de fond: comment vit-on à Béziers et quelles conséquences au quotidien de la gestion par la nouvelle équipe municipale ?

L'héritage de la droite

Pour Aimé Couquet, élu d'opposition depuis 32 ans sous la bannière du Parti Communiste, la situation économique et sociale désastreuse de la ville qui connaît des taux de pauvreté et de chômage deux fois supérieurs à la moyenne nationale, est avant tout un héritage des 19 ans de mandat du précédent maire UMP, Raymond Couderc. « *Le centre-ville, où aucun investissement n'a été fait, s'est vidé de la classe moyenne, des commerçants, et a vu arriver une population*



Bernard Lugan, un historien «dissident» prochain invité de la mairie de Béziers.

pauvre attirée par les loyers très bas » analyse l'élue. « *Aujourd'hui, même si le maire parle de vider le centre des gitans, des musulmans et des pauvres, il vient de diminuer de moitié les dépenses d'investissement, et ses déclarations musclées n'ont pour effet que de libérer une parole haineuse et de diviser la population. La baisse des impôts promise a effectivement eu lieu* » poursuit l'édile « *mais il a fallu sabrer quelque part et c'est le Centre communal d'action sociale qui en a fait les frais avec 400 000 € en moins, par contre on n'a pas touché aux associations, hormis Arc-en-ciel (voir ci-contre), sur ce plan le maire est prudent.* »

Les écoles, parents pauvres

Pauvreté de la population et budgets étiés pèsent bien évidemment sur les établissements scolaires. 4 des 6 collèges sont classés REP et avec eux plus de la moitié des écoles de la ville. La vétusté et l'inadaptation des locaux à une

population scolaire grandissante ont été l'un des enjeux de la dernière campagne municipale. Le SNUipp-FSU34 au sein d'une intersyndicale et aux côtés des parents d'élèves a mené sur ce plan une action auprès de la mairie, qui semble porter ses fruits. Pas de nouvelles écoles mais des travaux d'aménagement menés à bien dans le cadre d'un plan de réhabilitation qui doit s'étaler sur 5 ans. Mais si le dialogue a pu s'organiser, les sujets de crispation, comme la réforme des rythmes (voir ci-contre) demeurent. Après le refus des conseils d'école sur la question de la blouse obligatoire, la municipalité prévoit de revenir à la charge en consultant les parents. Muriel Barrat-Blayac qui enseigne en maternelle dans le quartier « *sensible* » de la Devèze dénonce un climat qui s'alourdit. « *Comment faire vivre les valeurs que nous portons alors qu'à côté de l'école une affiche incite à se défendre avec une arme ? Comment préserver la grande confiance que nous font les parents après les annonces sur les fichiers ?* ».

en Hérault



DÉBUT DES TAP SUR UN FAUX RYTHME

« La demande du maire est que le péri-éducatif aide les enseignants à mieux apprendre à lire écrire et compter. » Alberte Frey adjointe en charge des écoles de Béziers a enfin un plan de route, même s'il remet en cause le travail des enseignants. Ce n'est pourtant qu'à la fin de la dernière année scolaire et à la faveur du décret Hamon que la mairie a accepté de réfléchir sur une organisation du péri-scolaire le vendredi après-midi. Une formule refusée par les conseils d'école exaspérés par l'immobilisme d'une mairie surtout soucieuse de minimiser le coût de la réforme. Devant le blocage prévisible à la rentrée, le rectorat a accepté de doter en indemnités péri-éducatives ZEP et ECLAIR les enseignants d'élémentaire volontaires pour assurer des activités péri-scolaires avant tout consacrées à du soutien scolaire. En maternelle, ce sont les ATSEM qui ont été sollicitées pour encadrer les élèves après la classe de 16 h à 17 h 15. Françoise Gouzy de la FCPE déplore la grande fatigue des petits mais aussi « le détournement des indemnités qui sont ventilées sur toutes les écoles alors que seule la moitié est en éducation prioritaire ». Pour la rentrée prochaine, la mairie prévoit un plan de déploiement : dans 8 des 21 écoles élémentaires, des animateurs ont été recrutés et formés pour mettre en œuvre « un projet pédagogique » qui garde encore son mystère.

JDB, qui paraît désormais tous les quinze jours (voir ci-contre), le maire s'exprime largement par voie d'affichage sur les murs de sa ville. On a pu y voir une campagne de dénigrement d'un chef d'entreprise qui a préféré investir à Doha plutôt qu'à Béziers mais aussi les publicités grand format pour le cycle de conférence « Béziers libère la parole » au Palais des congrès qui a fait le plein pour Éric Zemmour et Philippe de Villiers. Pour Jean-Philippe Turpin qui dirige le centre d'accueil de demandeurs d'asile de la CIMADE, c'est bien sur le terrain des idées que le nouveau maire livre bataille. Pour y faire face, « le discours de gauche bien-pensant ne suffit pas, il faut qu'on s'attaque concrètement à la pauvreté et créer des occasions de se rencontrer. » L'association vient d'organiser la fête du partage et du vivre ensemble avec des repas, de la musique, du théâtre et des débats. Sébastien, avec quelques collègues profs, a décidé de réagir dans une tribune libre publiée sur le site du Monde. Le 7 mai, après l'affaire du fichage, les syndicats dont la FSU, les partis de gauche, les lycéens ont organisé rassemblements et manifestations. Le lendemain les associations musulmanes réunissaient mille personnes dans les rues de Béziers. Une contestation qui devra s'amplifier et s'organiser pour contrer un maire dont le projet est de faire de sa ville un véritable laboratoire pour les idées d'extrême-droite. PHILIPPE MIQUEL

www.lemonde.fr/idees

Sébastien Riberprey, professeur d'histoire dans un collège du quartier, est surpris « du manque de réaction des élèves et des familles pourtant premières cibles des attaques mais aussi de la passivité de nombre de collègues ».

Idéologie et communication

Pour trouver une illustration concrète d'une idéologie qui progresse à bas bruit dans la ville, il faut écouter Yvan Vialettes, élu CGT du personnel communal : « Le maire avait dit : pas de chasse aux sorcières. Depuis un an, ce sont 18 cadres de direction qui sont virés ou mis au placard. Pour lui un bon employé municipal est un contractuel corvéable à merci qui doit travailler au delà des exigences du poste. Depuis son arrivée, il s'est attaqué au temps de travail et a déve- loppé le mérite. Il a réussi à diviser les personnels en faisant régner le clientélisme et la peur. ». Autre cheval de bataille de Robert Ménard, la communication. Outre son journal municipal, le

ASSOCIATION

ARC-EN-CIEL PERD DES COULEURS

Dans le quartier de la Devèze, le centre social Arc-en-Ciel travaille depuis plus de 20 ans à renforcer le lien social entre les habitants. Il gère un centre de loisirs pour les enfants et propose des ateliers en direction des jeunes et des adultes : soutien scolaire, informatique, danse, cuisine mais aussi sorties collectives et manifestations de quartier. Peu après les municipales, l'un des responsables s'est déclaré par voie de presse un peu inquiet pour les valeurs de solidarité d'égalité et de fraternité défendues par le centre. Réponse du maire sans appel avec la suppression immédiate de la subvention annuelle municipale de 40 000 euros. Depuis l'équipe d'Arc-en-Ciel préfère se taire...

PRESSE MUNICIPALE

LE TABLOÏD DU MAIRE

« Louane, Lolita de souche », « Mad Men, la série délicieusement réac », « Quand les esclaves étaient blancs et biterrois », les titres des articles du Journal de Béziers, organe officiel de la mairie, ne font pas dans la nuance. Mise en page à la Voici ou Détective, articles provocateurs ou ciblant ouvertement les ennemis du maire (la gauche, les journalistes), le JDB fait le buzz dans les rues de la ville. Fier de son bébé, Robert Ménard a doublé son rythme de parution et recruté une vingtaine de contractuels pour le distribuer directement dans les boîtes aux lettres.

CAMPAGNE

UNIS CONTRE L'EXTRÊME DROITE

La FSU aux côtés de la CGT, de SUD, de l'UNEF et de la FIDL a créé un collectif destiné à lutter contre la propagation des idées d'extrême droite. Présent le 6 mai à Béziers pour une journée de débat, ce collectif est à l'initiative d'un ouvrage : « En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite » (Éditions de l'Atelier, 5 €). Un outil militant qui ne se situe pas sur le plan moral mais fournit une solide contre-argumentation sur des sujets comme l'immigration, le chômage, l'insécurité...

EN CAMPAGNE POUR L'ÉCOLE RURALE

Le 11 juin, le SNUipp-FSU organisait à Blois un colloque qui montrait qu'on ne peut plus parler de « l'école rurale » mais qu'il y a « des écoles rurales », les réalités démographiques, sociales et économiques des territoires concernés étant très diverses. Sur le terrain, les acteurs s'organisent.

DOSSIER RÉALISÉ PAR
FRANCIS BARBE
LAURENCE GAIFFE
PIERRE MAGNETTO
VINCENT MARTINEZ

Les géographes appellent ça « la diagonale du vide », une large bande parcourant la France depuis les Landes jusqu'à la Meuse, traversant des régions où la densité de la population est inférieure à 30 habitants au kilomètre carré. C'est la France rurale dont la diagonale n'a pas l'exclusive puisque d'autres parties du pays connaissent la même situation, les zones de montagne par exemple. Cette France c'est aussi celle de l'école rurale. On la caractérise bien souvent en quelques mots : isolement des communes, forte dépendance des transports scolaires, organisations particulières des écoles, moins de quatre classes par école. Mais en réalité la disparité est telle entre les territoires qu'on ne parle plus de l'école rurale mais « des écoles rurales ». Telle est l'analyse qu'en fait le géographe Yves Jean en soulignant la « diversité des situations démographiques, économiques et sociales » entre les territoires (lire p14). Quels points communs en effet entre un village en pleine ré-urbanisation en deuxième ou troisième couronne d'une métropole ou d'une grande ville, et une communauté de petits villages du Cantal dont la démographie déjà peu dynamique est à peine stable quand elle ne décline pas ? Comprendre ces disparités est d'autant plus important que près du quart des élèves Français sont scolarisés dans ces zones.

Des organisations pédagogiques différentes

Fait particulièrement notable, selon des études menées par le sociologue Yves Alpe, les élèves des milieux ruraux ont de meilleurs résultats à l'entrée en 6e que leurs camarades vivant en milieu urbain. Car malgré les difficultés que génère la ruralité, les acteurs de terrain ont sans doute su trouver des réponses adaptées à leur territoire pour contribuer à la réussite des élèves. « La taille réduite des classes et des écoles contribue à ces bons résultats », souligne Yves Alpe (lire p15). Les écoles à classe unique ou les classes à multi-niveaux s'imposant du fait de la faible démographie scolaire, peuvent être des organisations pédagogiques pertinentes. Le sociologue insiste aussi sur le dispositif très spécifique des EMALA. Ces équipes mobiles académiques de liaison et d'animation, sortes de « plus de maîtres que de classes » avant l'heure, faisant la tournée des écoles pour intervenir dans les classes, coordonner des projets et mettre du matériel à disposition des équipes, etc (lire p16). Autre effet de la ruralité sur l'école, la mixité sociale : il y a très difficilement en effet de « contourner » la carte scolaire.

Mais l'école des champs n'a pas que du bon, notamment en ce qui concerne les équipements dont elle dispose. Selon « Le visage de l'école rurale aujourd'hui », enquête menée par le SNUipp-FSU (lire p14) les niveaux d'équipements entre les écoles rurales sont assez disparates. Près de 70 % n'ont pas de salle dédiée à l'EPS par exemple, plus de 14 % n'ont toujours pas de pho-

« NOUS PRÔNONS LE DÉVELOPPEMENT ET LA PÉRENNITÉ DE RÉSEAUX IMAGINÉS, ÉLABORÉS ET CONSTRUITS PAR DES ACTEURS DE TERRAIN PLUTÔT QUE CONSTRUITS SUR LA BASE D'UN MODÈLE CENTRALISÉ »



tocopieur ou encore 19 % ne disposent pas d'ordinateur et les budgets alloués par les communes par élève vont de 15 € à plus de 75 €. Et puis, l'école ne vit pas en vase clos. Les mutations des territoires, l'organisation des intercommunalités, se répercutent aussi sur le système éducatif au niveau local. Il y a belle lurette que le temps d'un village-une école est révolu, et le nombre de communes sans école va grandissant: plus de 13 000 à ce jour, soit 1 600 de plus qu'il y a dix ans. Elles représentent plus de 35 % des 36 600 communes françaises (lire ci-contre).

Trouver des solutions dans la concertation

La tendance est depuis des années déjà à l'organisation en Regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI). Pas de modèles préétablis. Ici plusieurs villages conservent leur école, la répartition des élèves se faisant par tranches d'âges dans chacune d'entre elles. Ailleurs on préfère limiter le nombre de sites, parfois en le réduisant en un seul groupe scolaire. L'évolution de l'infrastructure scolaire implique tous les acteurs locaux de l'école, à commencer par les bâtisseurs et financeurs, les maires. Ils savent bien que la présence d'une école est un élément d'attractivité de leur territoire, mais ils ne veulent pas jouer avec le feu non plus. Investir d'accord, mais si c'est pour que la prochaine carte scolaire annonce la

fermeture de l'école, non merci.

Dans le Cantal, les parties prenantes de l'école ont conclu un deal. Ils ont signé «*la convention pour l'aménagement du territoire scolaire cantalien*». Les maires du département et le ministère se sont mis d'accord, pas de suppression de postes durant trois ans en contrepartie de quoi les acteurs locaux devront créer davantage de RPI, diminuer le nombre d'écoles de moins de trois classes. Les discussions sont en cours, le représentant des maires raisonne en termes de «*bassin scolaire*», le représentant du SNUipp départemental plaide pour un examen au cas par cas (lire p15).

C'est donc bien dans la concertation entre les acteurs locaux qu'il est possible de trouver des solutions adaptées aux réalités territoriales. Dans l'Yonne, un RPI qui possédait jusqu'à présent quatre sites, n'en comptera plus que deux à la rentrée prochaine, l'essentiel des élèves ne fréquenteront plus que l'école de Ligny (lire p16). La particularité dans ce RPI, le consensus qui est sans doute à la base de la réussite de la mutation. «*Nous*



TISSU SCOLAIRE : LE RELÂCHEMENT DES MAILLES

Les évolutions démographiques et politiques d'aménagement du territoire s'accompagnent de modifications sensibles du tissu scolaire. C'est ainsi qu'en dix ans, d'après les données recueillies par le ministère de l'Éducation nationale, le nombre de communes n'ayant pas ou plus d'école est passé de 11 479 à 13 131, soit un peu plus de 35 % de l'ensemble des mairies. Sur la même période, le nombre d'écoles à classe unique a chuté, lui, de 7 321 à 4 384. Un peu plus de 470 000 enfants étaient scolarisés dans un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) à la rentrée 2003. Ils étaient 566 500 en 2014 dans ces mêmes RPI dont la structuration a dans le même temps elle aussi évolué. 3 800 regroupements dits «*dispersés*» en 2003 et 3 448 en 2014, 962 RPI «*concentrés*» à la rentrée 2003 contre 1 384 en 2014. Pour le SNUipp-FSU, si ces restructurations du paysage scolaire à l'œuvre dans les territoires ruraux peuvent avoir leur logique, elles ne doivent s'opérer que dans la concertation, avec l'accord de tous les acteurs de la communauté éducative et au service d'un «*mieux d'école*» pour tous les élèves.

prônons le développement et la pérennité de réseaux imaginés, élaborés et construits par des acteurs de terrain plutôt que construits sur la base d'un modèle centralisé», affirme le secrétaire de la Fédération nationale pour l'école rurale Michel Baron (lire p17). L'ancien enseignant enfonce cependant le clou, il faut «*arrêter la suppression programmée des petites écoles. Là où cela fonctionne bien on ne touche pas (...) Là où il n'y a rien, l'État et les collectivités territoriales doivent instaurer un système de péréquation*». Il y a donc bien plusieurs écoles rurales, mais l'enjeu reste le même : garantir la réussite de tous.

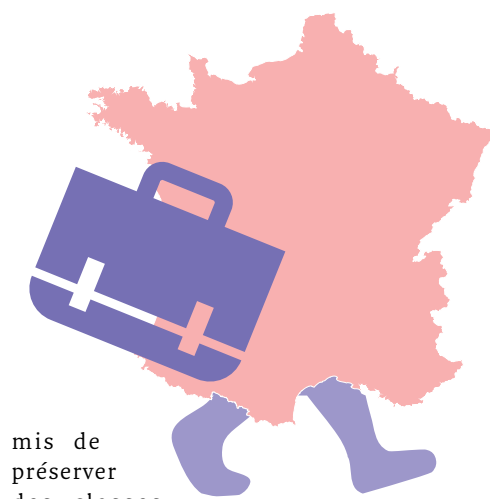
MUTATIONS TERRITORIALES

L'ÉCOLE À L'ÉPREUVE

Les mutations qui secouent les espaces ruraux depuis plusieurs années bousculent aussi l'école. L'enjeu reste celui de l'accès à une école de proximité au service de la réussite de tous.

Malgré l'exode rural qui a conduit à une désertification des campagnes, deux tiers des communes françaises sont rurales estime l'Insee. Et depuis quelques années on observe un phénomène de «*rurbanisation*» dans lequel des citadins s'installent à la campagne tout en conservant leur travail en ville. Ces mutations territoriales, marquées par la littoralisation et la périurbanisation, ont bouleversé le schéma traditionnel un village/une école et conduit à «*une grande diversité de situations démographiques, économiques et sociales*» indique le géographe Yves Jean. Il existe aujourd'hui des espaces ruraux à

dominante industrielle ou agricole, des espaces résidentiels ou touristiques, des espaces péri-urbains et d'autres très isolés... Les agriculteurs ne représentent plus que 5 % d'une population constituée à 40 % d'ouvriers, d'employés et de cadres. Le chômage y est aussi fortement présent. Sur ces territoires où le rapport à la distance et aux déplacements est prégnant, la présence d'infrastructures et d'une école de proximité va donc être déterminante pour l'attractivité des communes. Car l'école rurale continue d'accueillir 24 % des élèves du primaire, dont 36 % dans le rural isolé. Le recours aux Regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) a per-



mis de
préserver
des classes

mais a souvent abouti à la désertification scolaire dans les petites communes sans nécessairement apporter de réponse adaptée aux besoins des élèves et de leurs familles. Aujourd'hui, certains départements font le choix de l'hyper-concentration autour de «*pôles pédagogiques*» construits sur le modèle de l'école urbaine. D'autres associent les partenaires de l'école (élus, parents, enseignants...) dans des conventions destinées à maintenir les classes ouvertes sur une durée définie malgré les fluctuations démographiques. Favoriser le maintien d'un tissu scolaire structurant, notamment pour la vie de l'enfant (transport, cantine...) demeure un enjeu d'actualité pour l'aménagement du territoire et d'égalité d'accès au service public d'éducation.

ENQUÊTE SNUIPP : LE VISAGE DE L'ÉCOLE RURALE

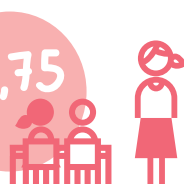
DES ENSEIGNANTS PLUTÔT JEUNES

40,2 ans

C'est l'**âge moyen** d'un enseignant dans le rural contre 41,6 ans nationalement

MOYENNE D'ÉLÈVES PAR CLASSE

21,75
élèves



contre **23,7 %** pour la moyenne nationale

DU MATÉRIEL JUGÉ BON



62 % soit plus de 6 enseignants sur 10 jugent le matériel et les locaux «*bons*» ou «*plutôt bons*»

ENSEIGNER DANS LE RURAL EST UN CHOIX



Pour **74,32 %** enseigner dans le rural est avant tout un choix.

MULTI-NIVEAUX

4,75 % des répondants déclarent n'avoir qu'un seul niveau dans leur classe, souvent du CP ou du cycle 3.

UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENT HÉTÉROGÈNE



31,8 % des écoles ont une **salle dédiée à l'EPS**



14,4 % n'ont **pas de photocopieur**



Seulement **14,4 %** ont du **haut débit internet**

MAIS PLUSIEURS PROBLÈMES RENCONTRÉS



la mise en œuvre des activités sportives



les transports



les connexions internet

Enquête réalisée par le SNUipp-FSU du 30 septembre au 15 mars auprès de 1280 enseignants, issus de 71 départements + données ministérielles

CONVENTION ÉCHANGE POSTES CONTRE RÉORGANISATION

Une «convention pour l'aménagement du territoire scolaire cantalien»: c'est ce qu'ont signé le 24 janvier 2014 les élus du Cantal et les autorités académiques, en présence de Vincent Peillon. Il faut dire que dans ce département très rural qui, depuis vingt ans, perdait des élèves par centaines et des postes d'enseignants par dizaines, «il y avait urgence à sortir d'un engrenage qui conduisait à l'inexorable déclin de la qualité de l'enseignement offert à nos jeunes» se souvient Christian Montin, secrétaire général de l'association des maires du Cantal. En échange de l'assurance d'un maintien du nombre de postes pendant trois ans, élus, représentants des enseignants, administration, associations et parents ont donc entrepris d'élaborer des propositions pour «maintenir une école de proximité, qui tienne compte de la démographie, de la géographie, du climat, de l'état des routes, tout en offrant la totalité des services qu'on peut attendre d'elle» résume Christian Montin. Mais il y a des contreparties, comme créer 8 à 9 RPI et faire baisser le nombre d'écoles de une à trois classes sur la durée de la convention. Une contrainte «a priori» que conteste Julien Barbet, le responsable départemental du SNUipp-FSU, pour qui «ce ne doit pas être une machine à fermer des classes.»



La mairie-école en classe unique du Claux

Une autre carte scolaire ?

Si pour le maire, il s'agit de raisonner en «bassins scolaires», il faut tenir compte de la réalité des territoires. Ici «le maintien d'une classe unique avec huit élèves peut se justifier» plaide Julien. Là en revanche,

seule règle à calcul et montrer qu'on peut faire la carte scolaire autrement», là est le défi. Mais il ne faudrait pas qu'en 2017, à la fin de cette convention triennale, les choses redeviennent comme avant, concluent-ils tous deux.

pourquoi ne pas concentrer les moyens sur une seule école en la dotant de toutes les infrastructures nécessaires? Là encore, on expérimentera à la rentrée prochaine une classe de 2 ans qui drainera tous les enfants du secteur «en l'inscrivant dans une politique globale de la petite enfance, les moyens de l'Éducation nationale accompagnant les efforts matériels des collectivités» ajoute le maire. Sortir en définitive «de la

Yves Alpe, sociologue, professeur émérite à l'Université d'Aix Marseille



« Il n'y a pas de déficit des élèves ruraux en terme de réussite scolaire »

Est-il vrai que les élèves des milieux ruraux réussissent mieux ?

Entre 1999 et 2005 nous avons mené des enquêtes auprès d'élèves de CM2 sur six départements. Leur réussite aux tests d'évaluation à l'entrée en 6ème était meilleure que celle de leurs homologues urbains. Les écarts ne sont pas énormes mais ils montrent qu'à catégorie sociale équivalente les élèves du rural ne sont pas défavorisés par rapport aux urbains. Les enquêtes menées

en 2011 auprès d'élèves de CM2 confirment cette tendance, même si elle est moins marquée.

Comment l'expliquer ?

La taille réduite des classes et des écoles contribue à ces bons résultats. Les dispositifs spécifiques, comme les EMALA*, sont dynamisants et estompent l'isolement du rural. Ensuite, et même si elles ont tendance à disparaître, les classes multi-âges favorisent les résultats des élèves, notamment les plus

faibles et les plus jeunes. Enfin il y a des aspects qui tiennent au lien social, plus prégnant en milieu rural, entre les élèves, les parents, les enseignants et les élus. C'est particulièrement frappant au moment de la carte scolaire.

Ces éléments s'inscrivent-ils dans la durée du cursus scolaire ?

Si les élèves sont dans le rural au primaire et au collège, ils ne le sont plus au lycée. Sur les cohortes

observées de 1999 à 2005, l'avantage des élèves ruraux sur les urbains se conservait pendant les années de collège et ils arrivaient en 3^e sans retard. Mais on constatait que leurs choix d'orientation témoignaient d'une stratégie différente de celle des urbains, qui a pu être interprétée comme le résultat d'un déficit d'ambition. Alors qu'ils pouvaient prétendre à des filières générales et technologiques, ils privilégiaient davantage les filières courtes et professionnalisantes.

Équipes mobiles académiques de liaison et d'animation

YONNE

UN RPI EN MOUVEMENT

À la rentrée, le RPI de Ligny-le-Châtel, Méré, Varennes se rassemble sur le plus gros village avec nouvelle école maternelle et restaurant scolaire.

Objectif : limiter les transports et accentuer encore le travail en équipe.

Nous sommes en terres de vignes. À 20 km d'Auxerre, dans le canton de Chablis. Sur les trois communes de Ligny, Varennes et Méré et sur le hameau de Lordonnois, 200 enfants sont scolarisés en tout. En 1998, il y avait encore une école sur chacun de ces quatre lieux, puis celle de Méré (200 habitants) a fermé. Le Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) a été créé en 2002. La commune la plus importante, Ligny (1370 habitants), a regroupé les classes de maternelle dans l'ancienne école de filles au centre du village. À 20 minutes à pied, face aux champs, un autre bâtiment accueille trois classes élémentaires. Un peu plus loin, une classe de CE2-CM1 subsiste à Lordonnois, un hameau à 3 km. Et la commune de Varennes (300 habitants) a conservé son école avec un CE2-CM1. Faire les classes n'est pas simple, comme dit le directeur de l'élémentaire Fabrice Randé : « on évite que frères et sœurs soient dans plusieurs villages, mais on n'y parvient jamais tout à fait ». Cela génère « beaucoup de transports pour les élèves » explique Chantal Royer, maire de Ligny. Matin et soir avec les bus des collectivités. Midi aussi car le réfectoire commun est

situé au sous-sol de la salle des fêtes de Ligny. Les choses vont changer à la rentrée. Au niveau des équipements : une nouvelle école maternelle et un véritable restaurant scolaire vont ouvrir en septembre pour un budget de 2,5 millions d'euros. Tout cela a été possible parce que les agriculteurs propriétaires des terrains ont enfin accepté de vendre. Déjà en octobre dernier Ligny s'était doté d'une bibliothèque et il y a quatre ans d'un gymnase.

Une école, 7 classes

De quoi satisfaire l'équipe enseignante du RPI : « on nous a montré les plans, demandé ce qu'on voulait ». Regrouper les enfants sur Ligny est apparu comme une évidence : Lordonnois et la maternelle de Ligny qui n'étaient plus aux normes vont fermer. Varennes, où le maire tient à son école, va conserver sa classe et le poste de directeur. Enfin, la directrice de maternelle partant à retraite, la direction du nouveau groupe scolaire de sept classes a été

proposée à Fabrice Randé. « Cela permet d'éviter la fermeture de classe qui menaçait la maternelle ».

Cela va aussi permettre d'accentuer le travail en équipe. Les CP rejoignent les maternelles dans les locaux neufs « cela facilitera encore plus la liaison ». Les enseignants travaillent déjà bien ensemble : conseil des maîtres tous les mardis, classe de neige avec des élèves de Saint-Florentin, mêmes manuels et progressions de cycle, journée « Incorruptibles » (défi lecture et sport) pour les CP-CE1. Dommage que l'Inspection académique, elle, reste dans une logique comptable et ferme tous les postes de coordonnateurs Réseau rural d'éducation, dont celui de Fabrice. Il perd une journée de décharge, sans en gagner avec la direction de 7 classes...



PLAN NUMÉRIQUE ÉCOLES RURALES

À QUAND LE PROCHAIN ?

Un rapport de l'Inspection générale des services, divulgué en 2012, a dressé le bilan du plan école numérique rurale lancé en 2010. 67 millions d'euros ont été débloqués pour équiper 6 700 écoles rurales en tableaux numériques interactifs ou de classes mobiles. Mais les besoins d'équipement et de formation des enseignants restent prégnants. Pas de nouveau plan en vue, si ce n'est la prolongation jusqu'à la fin 2015 du plan France Haut Débit. Il ne prévoit pas d'équipement mais le raccordement à Internet (au moins 8 Mégabits/s) de toute la population française d'ici à 2022.

EMALA

UN « PLUS DE MAÎTRES » RURAL

Instituées en 1984, les Équipes mobiles académiques de liaison et d'animation (EMALA) prévoient qu'un « instituteur se déplaçant dans un véhicule [...] effectue des tournées régulières dans les petites écoles isolées ». Dans les départements où ils existent, les EMALA coordonnent des projets, interviennent dans les classes et mettent à la disposition des équipes un matériel adapté (ludothèque, bibliothèque, matériel d'EPS, de sciences...) Ce « plus de maîtres que de classes » rural constitue une chance de réduire les inégalités territoriales et devrait être généralisé.



ENQUÊTE

LES VISAGES DE L'ÉCOLE RURALE AUJOURD'HUI

Conditions d'exercice du métier et de la direction, qualité des infrastructures et des équipements à disposition, organisation des rythmes scolaires... À l'occasion de son colloque national « L'école rurale, enjeu d'égalité et de réussite de tous », le SNUipp-FSU a rendu public les résultats d'une enquête conduite auprès de 1 280 enseignants des écoles sur cette école rurale aux multiples visages, qui scolarise encore plus d'un quart des élèves du primaire dans des structures dépassant rarement 4 classes.

➤ Rubrique [syndicat/les communiqués](#)

« Pour des écoles rurales de qualité et de proximité »

Comment s'organise l'école rurale aujourd'hui ?

Parlons plutôt des écoles rurales tant les disparités sont grandes. Aujourd'hui, elles scolarisent un quart des élèves de primaire. Ces écoles dépassent rarement 4 classes. Celles où l'on trouve les enfants de la maternelle au CM2 sont devenues assez minoritaires. Les autres sont organisées en RPI souvent dispersés - avec niveaux répartis sur plusieurs communes - parfois concentrés sur une seule commune. Indépendamment de cela, il existe aujourd'hui des écoles, regroupées ou non, qui fonctionnent en réseaux officiels ou officieux, ce qui permet aux enseignants et aux élèves de travailler ensemble. Nous prôtons le développement et la pérennité de tels réseaux, imaginés, élaborés et construits par des acteurs de terrain plutôt que fabriqués sur la base d'un modèle centralisé venu « d'en haut ». L'organisation de la structure scolaire devrait avant tout être choisie et non imposée.

Quels sont les enjeux du maintien d'un service public d'éducation en milieu rural ?

Les enjeux sont multiples : social, humain, économique, territorial, écologique, pédagogique... Chaque enfant devrait pouvoir fréquenter une école publique à proximité de son domicile, ce qui devient rare en milieu rural où les distances, déjà accrues par définition, sont encore allongées par les politiques de regroupement massif. Et puis les transports génèrent des dépenses, de la pollution, de la fatigue... Il faut savoir aussi que beaucoup de communes rurales sont pauvres. Pour autant, elles ont leurs propres ressources. On sait que la participation des familles,

aux élections de parents, aux manifestations, aux sorties..., y est importante : l'école est souvent un lieu de vie au sein d'un village, et un maillon essentiel de l'équilibre des territoires. Il faut donc favoriser et encourager les partenariats locaux avec les associations, les parents, les mairies. Enfin, les milieux socio-professionnels sont souvent plus variés dans un village que dans un quartier, d'où, en général, davantage de mixité sociale dans l'école rurale. Si l'on ajoute les avantages liés aux classes « multi-âge », le maintien de l'école rurale de proximité relève donc de l'évidence.

Que faire pour que l'école rurale fonctionne mieux ?

D'abord arrêter la suppression programmée des petites écoles ! Là où cela fonctionne bien, on ne touche pas, on observe, on s'en inspire ! Là où il n'y a rien, l'État et les collectivités locales doivent instaurer un système de péréquation pour faire vivre partout une école rurale, publique et laïque. Seules des politiques volontaires et cohérentes, assorties de moyens de fonctionnement suffisants et durables, pourront assurer le maintien de ces écoles. Des engagements pluriannuels honnêtes devraient permettre de donner une bonne visibilité en terme de maintien des classes et des écoles, contrairement aux actuelles conventions départementales dotées de ce préalable inacceptable, le regroupement forcé, menant à la fermeture de nombreuses écoles. Les élus ont besoin de garanties avant d'engager des dépenses, importantes à l'échelle d'une petite commune : investir, embaucher du personnel, entretenir et moderniser bâtiments et équipements... Enfin, les



MICHEL BARON EST ENSEIGNANT RETRAITÉ. IL A PASSÉ UNE TRENTAINE D'ANNÉES DANS DES ÉCOLES RURALES DU VAL D'OISE PUIS DU LOIR-ET-CHER. IL MILITE DEPUIS 25 ANS AU SEIN DE LA FNER DONT IL EST AUJOURD'HUI LE SECRÉTAIRE.

classes multi-âge ne doivent plus être un tabou. D'autant qu'on constate que c'est là que les élèves obtiennent les meilleurs résultats. Il faut donc préserver, voire rechercher l'hétérogénéité des âges, des niveaux, des milieux socio-culturels, qui favorise les interactions entre les enfants.

Cela suppose des enseignants formés ?

C'est essentiel. Il faut rétablir une véritable formation initiale, sur au moins 2 ans, et continue de qualité, avec des modules consacrés à des aspects spécifiques du métier en zone rurale tels que pédagogie du multi-âge, gestion du petit nombre, des distances, connaissance des territoires ruraux et de leurs habitants : environnement local, culturel, historique, géographique, linguistique, économique, social... Cela suppose aussi d'articuler théorie et pratique avec au moins un stage obligatoire en milieu rural et d'y garantir la présence de maîtres-formateurs. Nous pensons enfin qu'il serait souhaitable de développer et de faciliter la co-formation en encourageant toutes les initiatives, comme par exemple la gestion partagée d'une classe entre un débutant et un enseignant expérimenté.

« L'ORGANISATION DE LA STRUCTURE SCOLAIRE DEVRAIT AVANT TOUT ÊTRE CHOISIE ET NON IMPOSÉE »

CONCOURS

TOUJOURS LA CRISE DES VOCATIONS

A l'issue des écrits du concours de recrutement externe de professeurs des écoles (CRPE), 18 592 candidats restent admissibles et vont passer les oraux, pour 11 728 postes à pourvoir. Soit un taux de 1,59 candidats pour un poste ouvert : le taux le plus bas depuis une dizaine d'années ; pas de quoi se féliciter, comme vient de le faire le ministre, d'autant que cette moyenne cache de profondes disparités. Des académies continuent d'attirer des candidats : Bordeaux, Guadeloupe ou Nantes mais beaucoup en perdent : Besançon, Caen, Clermont ou Lille. Surtout, dans les académies déjà en difficulté de recrutement : Amiens, Reims, Créteil, les admissibles sont tout juste assez pour les postes. Pour le SNUipp « ces chiffres continuent de révéler la crise d'attractivité du métier ».

RECRUTEMENT

BESOIN DE 300 000 ENSEIGNANTS

300 000, ce serait le nombre de postes à pourvoir dans l'enseignement entre 2012 et 2022. D'après un rapport publié par « France Stratégie », le métier d'enseignant arriverait à la troisième place dans les métiers qui recruteront sur cette période après les agents d'entretien et les aides à domicile. Des besoins majoritairement liés aux nombreux départs en retraite prévus, car les créations nettes d'emplois dans l'enseignement ne seraient que de 44 000.

AGEEM

L'ÉCOLE MATERNELLE POUR APPRENDRE

Ce sont près de mille enseignants des écoles et classes maternelles publiques qui participeront cette année encore au 88e congrès de l'AGEEM qui aura lieu à Caen (14) du 1^{er} au 3 juillet autour du thème « L'école maternelle pour apprendre : quels savoirs, choix et gestes professionnels ? ». À travers des conférences, des communications et des échanges, les participants se questionneront sur la spécificité des apprentissages de la maternelle à la veille de la mise en œuvre des nouveaux programmes.

➤ Rubrique *l'école/la maternelle*



STAGIAIRES 2014-2015

LE SNUIPP-FSU MÈNE L'ENQUÊTE

Un an après avoir obtenu le concours, les lauréats des concours rénové et exceptionnel 2014-2015 font un bilan très mitigé de leur année. Ils se sentent plutôt débordés (72,2%) ou stressés (63,3%) que satisfaits (30,6%) ou épanouis (23,6%), et le sentiment partagé par plus de 80% d'entre eux est de n'avoir pas été suffisamment préparés pour avoir la responsabilité d'une classe. 1244 stagiaires ont répondu à l'enquête du SNUipp-FSU (67% du concours externe rénové et 26% du concours externe exceptionnel). Seulement 60% des stagiaires de ces deux concours avaient suivi un master de l'enseignement. Chiffres inquiétants concernant les lauréats du concours exceptionnel, à temps plein en classe : 28% d'entre eux n'ont fait aucun stage dans l'enseignement public avant leur prise de responsabilité et ils sont seulement 35% à avoir eu une formation à l'Espé cette année. Quel que soit le type de concours, la charge de travail des stagiaires est très importante, dépassant les 48 heures par semaine. Et contrairement aux recommandations de la circulaire de rentrée 2014, environ 20% des stagiaires sont affectés en CP ou en CM2.

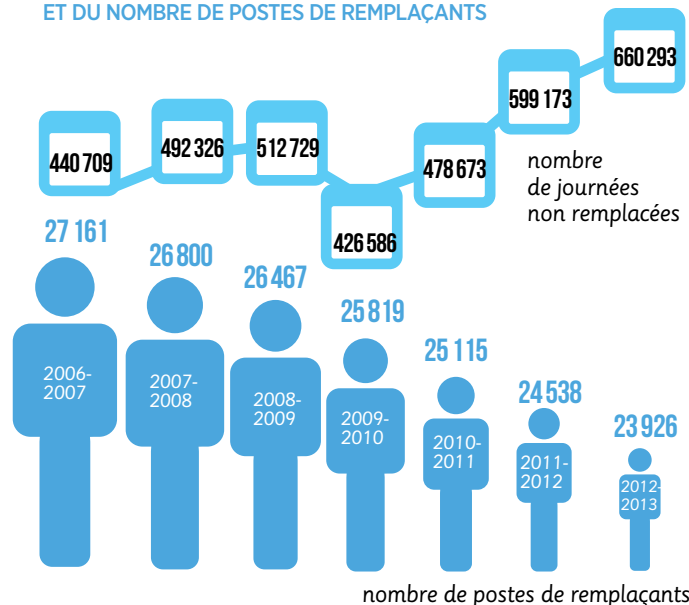
C'est sur l'analyse de leur formation que les stagiaires sont les plus critiques : très peu se disent très satisfaits de la formation (entre 1 et 6% selon les items). Le ressenti est particulièrement négatif, pas ou peu satisfaits, concernant l'initiation à la recherche (75%), la pratique pédagogique et la gestion de classe (69,1%) et la connaissance de l'élève (67,3%). Si plus de 90% des stagiaires du concours exceptionnel n'ont pas de tuteur Espé, environ 94% des stagiaires du concours rénové en ont un. Ils déplorent cependant l'insuffisance du suivi : souvent une (42,8%) ou deux visites (34,9%) seulement au cours du premier semestre. Sur le terrain, les stagiaires sont majoritairement suivis par des PEMF pour 2 (27,2%), 3 (29,7%) ou 4 visites (18,8%) alors qu'un tiers des stagiaires du concours exceptionnel sont suivis par des CPC. Enfin, la gestion de l'hétérogénéité et de la difficulté scolaire sont nettement les domaines où ils se sentent le plus en difficulté. Ces retours justifient pleinement la demande du SNUipp-FSU de remise à plat de la formation initiale. VIRGINIE SOLUNTO

MOINS DE REMPLAÇANTS = MOINS DE REMPLACEMENTS

➤ Depuis 2006 le nombre de journées d'absences d'enseignants qui n'ont pas été remplacées a augmenté de près de 50%, passant de 440 709 en 2006-2007 à 660 293 en 2012-2013. Dans le même temps, ce sont 3235 postes de remplaçants qui ont disparu, aggravant une situation déjà vécue difficilement dans les écoles.

Source : MEN/DGESCO

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE JOURNÉES NON REMPLACÉES ET DU NOMBRE DE POSTES DE REMPLAÇANTS





CRPE D'ATTRACTIVITÉ

À l'issue des écrits du CRPE externe, 18 592 candidats étaient admissibles aux oraux pour 11 728 postes à pourvoir. Pas de quoi se féliciter, comme vient de le faire la ministre. D'autant que si des académies continuent d'attirer des candidats (Bordeaux, Nantes, Guadeloupe) d'autres sont en difficulté de recrutement (Amiens, Reims, Créteil). À Créteil, les résultats définitifs qui viennent de tomber le confirment : 1219 admis pour 1540 places, soit un déficit de 321 recrutements qui va de nouveau nécessiter un recours à des enseignants contractuels. Face à cette véritable « crise d'attractivité du métier » le SNUipp-FSU appelle à prendre des mesures de pré-recrutement et à revaloriser le métier et la formation.

➤ Rubrique L'école/le système éducatif

Dispositifs collectifs de scolarisation des élèves en situation de handicap

Les CLIS deviennent des ULIS : et après ?

Le projet de nouvelle circulaire ULIS a été présenté aux organisations syndicales le 29 mai dernier. Parmi les principales modifications, la disparition du terme « CLIS » (Classe d'inclusion scolaire) au profit d'une même appellation « Unité localisée pour l'inclusion scolaire » (ULIS) pour tous les dispositifs collectifs (école, collège et lycée). L'enseignement adapté sera dispensé par un enseignant spécialisé appelé « coordonnateur ULIS » qui sera en priorité un professeur des écoles quand « les enseignements dispensés au sein de l'ULIS sont en très grand décalage avec les programmes de collège ». En outre, le profil des élèves sera mieux défini : les dénominations des troubles reprendront la nomenclature du second degré, avec le rajout des TSA (troubles spécifiques du langage et des apprentissages).

Les effectifs : un enjeu crucial

Dans le premier degré, l'effectif reste limité à 12 élèves et peut être « sensiblement diminué » si les besoins des élèves le justifient. Ce n'est pas satisfaisant pour le SNUipp-FSU qui demande que le nombre d'élèves soit limité à 10 en primaire et que

les effectifs des classes ordinaires qui incluent les élèves de l'ULIS soient réduits. En collège, il est « souhaitable que le nombre d'élèves ne dépasse pas dix » précise la circulaire. Une recommandation qui peut être interprétée à la baisse mais aussi à la hausse « si la mise en œuvre des PPS des élèves le permet ». Inacceptable, d'autant que les effectifs préconisés sont souvent largement dépassés. Parmi les autres problèmes qui appellent une réécriture : l'affectation d'un AVS-co n'est toujours pas rendue obligatoire et la circulaire ne prévoit pas de dégager du temps spécifique aux coordonnateurs pour la rédaction du projet d'école ou d'établissement. VINCENT MARTINEZ



ÉVALUATION CEDRE

LE CALCUL A DU MAL À PASSER

Depuis la mise en œuvre des programmes de 2008 le score moyen en mathématiques des élèves sortant du primaire reste stable, passant de 250 à 249 points. Les performances en technique opératoire sont en baisse, celles mettant en jeu les ordres de grandeur sont en hausse mais surtout, le nombre d'élèves en difficulté augmente sensiblement passant de 15 à 16,3%. C'est ce que montrent les résultats de l'évaluation CEDRE* publiés en mai dernier par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP). Une distribution en six groupes de « niveau » montre qu'en 2014, dans la partie haute de l'échelle, (les groupes 4 et 5 représentant 29% de l'ensemble) « les élèves détiennent de façon optimale les acquis attendus en fin d'école primaire. » Ils étaient 28,2% en 2008. Dans la partie médiane, 28,6% ont acquis des bases suffisantes pour poursuivre leur cursus au collège, contre 31,3% il y a six ans.

Accroissement des inégalités

Ils sont en revanche aujourd'hui 26% à présenter une « maîtrise fragile », contre 25,5% en 2008 et 16,3% (15% en 2008) à connaître « de grandes difficultés ». Pour les écoles en éducation prioritaire, les effectifs de ces groupes les plus faibles augmentent, passant en six ans de 22,6% à 27,9% (de 14,3 à 15,5 hors EP). De plus, et comparé à 2008, « le score moyen obtenu par les élèves des écoles les plus défavorisées recule de manière significative et celui dans les écoles les plus favorisées augmente légèrement, traduisant ainsi un accroissement des inégalités sociales en mathématiques. » constate la DEPP. Des résultats qui rejoignent ceux des enquêtes PISA. Reste à savoir si les nouveaux programmes, à eux-seuls, permettront de réduire ces écarts et d'améliorer les résultats de tous. FRANCIS BARBE

* L'évaluation passée par les élèves de fin de CM2 en mai 2014 portait sur les six champs du programme : connaissance des entiers naturels, fractions et décimaux, calcul, géométrie, grandeurs et mesures, organisation et gestion de données

À l'école du Peyrouat, la mixité se

L'école du Peyrouat à Mont-de-Marsan a bâti un projet au long cours autour du vivre ensemble. Au cœur de celui-ci, l'égalité filles-garçon mobilise l'attention des élèves et des enseignants même pendant la récréation.

Samia n'a pas froid aux yeux. Elle défie Sofiane, le caïd du foot à la récré avec aplomb. Il faut dire qu'elle se sait protégée par la théorie des mains sales : « *un garçon n'irait pas toucher une fille en public parce que, pour lui, c'est comme se salir les mains* ». Les deux élèves du CE1 de Sébastien Larmandieu interprètent avec conviction les personnages tirés de l'album pour enfants « *Une place dans la cour* »* (voir ci-contre) sans doute parce qu'il évoque des situations et des conflits qu'ils connaissent bien. Comme chaque année, le spectacle de fin d'année qu'ils préparent avec toutes les classes de l'école du Peyrouat à Mont de Marsan s'articulera autour du vivre ensemble. C'est le thème de la mixité qui servira de fil conducteur aux danses, chansons, saynètes présentées sur la scène du Théâtre municipal de Mont de Marsan. Pierre Baylet, le directeur est arrivé en 2001 dans cette école maintenant classée en REP, située au cœur d'un quartier en marge du reste de la ville, où se mêlent les populations défavorisées d'origines et de cultures différentes. Dès 2002, il pointe les problèmes de comportement et de discipline des élèves, les soucis de relation avec des familles souvent éloignées de l'école. « *Pour nous aider à travailler sur cette problématique centrale pour le fonctionnement de notre école, nous avons fait appel à une association bordelaise ALIFS* qui fait intervenir des juristes, des animateurs culturels, des artistes autour des questions de citoyenneté* ». S'ensuit un projet au long cours, favorisé par la stabilité d'une équipe de jeunes collègues très investis, qui, au travers de travail en classe, d'activités culturelles dans et hors l'école, normalise et

« Les filles en grandissant s'interdisent de plus en plus de choses »

apaise le climat scolaire, recrée du lien avec les familles. Avec des outils concrets, comme le passeport scolaire, outil hebdomadaire d'évaluation du comportement des élèves, que les enfants comme les enseignants se sont approprié et qui constitue un outil reconnu de médiation avec les parents. « *Un projet comme celui-là doit être entretenu et réactivé* », poursuit Pierre, « *nous avons décidé de poursuivre le travail sur le prisme de l'égalité filles/garçons. Le constat était que chez nos élèves, les stéréotypes sexués sont très marqués. Les filles en grandissant s'interdisent de plus en plus de choses* ».

Dans la classe, dans la cour

Avec le concours de la géographe Édith Maruéjols (voir ci-contre), les enseignants ont décidé depuis la rentrée d'observer les relations filles/garçons dans tous les espaces intermédiaires : récréation, cantine, mise en rangs, activités du soir. La chercheuse les a aidés à mettre en place des grilles d'observation, à analyser ensemble



La place des filles, c'est sur le terrain de foot avec les garçons

les espaces de conflits et les enjeux des relations souvent déterminées par le genre. Un travail essentiel pour Sébastien, pour qui « *le travail avec une chercheuse nous permet de dépasser nos propres représentations et nous fournit des données objectives* ». Forte de ce regard neuf, l'équipe d'enseignants met un place un éventail d'activités destinées à faire prendre conscience aux élèves de certains de leur comportements par des débats, la lecture d'œuvres littéraires mais aussi des pratiques artistiques et culturelles autour des questions de différences et d'égalité. Une charte pour l'égalité a été rédigée avec l'aide des juristes d'AFILS. Quant à la récréation, elle fait dorénavant l'objet d'un planning régulier : jeux libres le lundi et le mardi, jeux de ballon sans foot le mercredi et le jeudi et vendredi, mise à disposition d'autres jeux (raquettes, Kapla, cordes à sauter, élastiques). Une démarche globale qui semble porter ses fruits. Ce matin, à la récréation des petits, tous les groupes sont mixtes et l'investissement des jeunes actrices dans la pièce de théâtre montre bien qu'elles sont prêtes à revendiquer leur juste place dans la cour et ailleurs. PHILIPPE MIQUEL

*Association du lien interculturel familial et social

joue aussi dans la cour

Édith Maruéjols, géographe du genre

3 QUESTIONS À



« Il y a un enjeu de société à réfléchir au mélange et au partage »

Faut-il encore se préoccuper de mixité à l'école ?

La question de la mixité prend du poids si on la relie à la question de l'égalité. L'enjeu est d'accompagner les élèves en leur accordant une valeur égale. En mélangeant les filles et les garçons, on a un cadre opérationnel qui permet de traiter les stéréotypes, source de hiérarchisation des groupes sociaux et du sexisme. Il faut reconnaître que c'est toujours plus valorisé d'être un garçon aujourd'hui. Il y a un véritable enjeu de société à réfléchir au mélange et au partage. Sinon on en reste au constat premier : « est-ce vraiment important que les filles jouent au foot ou les garçons à l'élastique ? »

Pourquoi choisir la cour de récréation comme terrain d'observation ?

C'est un lieu privilégié pour observer le partage et dépasser les évidences. Comment les enfants se partagent-ils le terrain ? Quels sont les espaces de conflit ? De quelle manière peut-on les réguler ? Une fille rentre sur le terrain de foot et se fait repousser par un garçon qui lui dit : « va jouer ailleurs ! ». La problématique est que la fille veut aller sur le terrain de foot. La résoudre suppose une conscientisation de la part des enfants et des adultes, un travail qui peut se faire dans la classe, mais aussi peut-être, la possibilité pour les garçons d'avoir d'autres jeux. Mon rôle à

l'école du Peyrouat, où j'interviens régulièrement a été d'aider les enseignants à observer et à problématiser ce type de situations. Ensuite, c'est à l'équipe de proposer des réponses pédagogiques, ce qui est leur métier et pas le mien. Mais il y a d'autres moments très intéressants à observer. La mise en rangs, avant d'aller à la cantine, par exemple, très déterminée par les jeux qui précèdent et qui conditionne l'installation pour le repas.

L'école a-t-elle les moyens de lutter contre l'influence du marketing, de la famille, des groupes sociaux ?

En tout cas c'est son rôle. L'école de la République socialise en dehors de la culture familiale. Il faut prendre en compte que l'école est le seul lieu où l'on capte un public qui va vivre ensemble à la différence de l'extérieur

où garçons et filles pratiquent des jeux, du sport, de la musique de façon séparée. C'est à la fois l'expérience de l'égalité et l'occasion de vivre une alternative aux messages véhiculés par les médias, la publicité, l'espace marchand et parfois la structure familiale. « J'ai la possibilité, j'ai le droit d'agir différemment ». A l'école primaire, la parole de l'enseignant a une légitimité et une influence

qu'on ne peut pas négliger même si ensuite les choses deviennent plus difficiles au colège à la période de l'adolescence.

ÉDITH MARUÉJOLS
EST DOCTEUR EN
GÉOGRAPHIE ET
TRAVAILLE AUX
QUESTIONS DE MIXITÉ,
DE GENRE ET D'ÉGALITÉ
DANS LES ESPACES
PUBLICS. ELLE EST
CHARGÉE DE MISSION
ÉGALITÉ À LA MAIRIE DE
FLOIRAC

LITTÉRATURE

TALENTS HAUTS POUR L'ÉGALITÉ DES TEXTES

« Pour les filles ET les garçons », « Les Papareils », « Livres et égaux »... Les noms choisis pour leurs collections par la maison d'édition Talents hauts parlent d'eux-mêmes. L'éditeur qui va fêter ses dix ans d'existence milite pour l'égalité des sexes en publiant des ouvrages qui déconstruisent les représentations sexistes et permettent aux jeunes lecteurs de réfléchir aux préjugés et aux clichés qu'ils perpétuent souvent de manière inconsciente.

www.talentshauts.fr

MINISTÈRE

RENDEZ-VOUS SUR CANOPE

La polémique autour des ABCD de l'égalité a poussé le ministère à abandonner le terme initial. Pour autant, le plan d'action pour l'égalité entre filles et garçons à l'école fait toujours partie de la loi de refondation. Faute de mesures significatives en terme de formation continue, le site CANOPE propose en ligne, un certain nombre de textes et d'activités susceptibles d'outiller les enseignants pour aborder ces questions en classe avec leurs élèves.

www.reseau-canope.fr



CENDRINE MARRO

LITTÉRATURE ET ÉGALITÉ

Cendrine Marro, universitaire et Laurence Breton, conseillère pédagogique sont intervenues en 2014 à l'université d'automne du SNUipp sur le thème : « Comment travailler à l'égalité des sexes dans la classe à partir de la littérature de jeunesse ? » Elles donnent des clés aux enseignants pour analyser les stéréotypes présents dans la littérature enfantine et les invitent à réfléchir à leurs gestes professionnels au regard de l'égalité filles/garçons.

[Rubrique L'enfant/Témoignage](#)



QUESTION/RÉPONSE

Je suis Professeur des écoles au 9^e échelon. Suis-je promouvable à la hors-classe ?

➤ Les PE sont promouvables à la hors-classe à partir du 7^e échelon. Mais le nombre de promus correspond à un contingent départemental basé sur un ratio promus / promouvables arrêté par le ministère (4,5 % pour l'année 2015/2016). De ce fait, les promotions concernent essentiellement les PE au 11^e ou 10^e échelon. Les éléments de barème sont prévus par la note de service publiée au BO n°9 du 26 février 2015. Vous pouvez contacter votre section départementale du SNUipp-FSU pour connaître la date de la commission administrative paritaire départementale (CAPD) qui traitera de ce point.

CHÈQUES-VACANCES : DU NOUVEAU



Le chèque-vacances est une prestation d'aide aux loisirs et aux vacances qui s'inscrit dans le champ de l'action sociale inter-ministérielle. Tout fonctionnaire ou agent de l'État, actif ou retraité, ainsi que les assistants d'éducation peuvent en bénéficier, sous condition de ressources.

Le principe est de constituer un plan d'épargne d'une durée de quatre à douze mois, sur la base du montant d'épargne choisi. En fonction de ses ressources, on bénéficie en fin d'épargne d'une bonification de l'État qui peut aller de 10 à 30 %.

Depuis le 1^{er} mai 2014, les agents de moins de 30 ans bénéficient d'une bonification de 35%.

Les agents handicapés, en activité, bénéficient d'une majoration spécifique.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les agents affectés dans les départements d'outre-mer, bénéficient d'un abattement de 20% du montant total de leur revenu fiscal de référence.

www.fonctionpublique-chequesvacances.fr

ÉDUCATION PRORITAIRE : NOUVELLES INDEMNITÉS REP

Le décret sur les nouveaux taux des indemnités pour les personnels exerçant en éducation prioritaire va être publié. À la rentrée 2015, l'indemnité passe à 1734 € brut par an (144,50 par mois) en REP et à 2312 € (192,60 par mois) en REP+. Elle sera versée à tous les enseignants, y compris remplaçants et RASED, dans les écoles et SEGPA au prorata du temps de service effectué. Pour les personnels qui exerçaient en 2014-2015 dans l'éducation prioritaire et qui en sortiraient à la rentrée, une clause de sauvegarde de trois ans est prévue. Ils percevront encore 1155 € par an. Les majorations pour la direction sont aussi maintenues pour trois ans.

INDEMNITÉ DE SUJÉTION SPÉCIALE DE REMPLACEMENT - ISSR

taux en vigueur depuis 2010

moins de 10 km	15,20 €	40 à 49 km	33,99 €
10 à 19 km	19,78 €	50 à 59 km	39,41 €
20 à 29 km	24,37 €	60 à 80 km	45,11 €
30 à 39 km	28,62 €	par tranche de 20 km en plus	6,73 €

LU DANS LE BO

N° 19 DU 7 MAI 2015

- Action éducative : la création d'une journée des Arts à l'École, collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture, qui devra se tenir entre le 18 et le 29 mai.

N° 20 DU 14 MAI 2015

- La Réserve citoyenne de l'Éducation nationale : objectifs, pilotage et suivi. Constitution de la réserve, ses missions et son cadre d'intervention.

N° 22 DU 28 MAI 2015

- L'organisation des enseignements au collège et dans les classes de collège

N° 23 DU 4 JUIN 2015

- La circulaire de rentrée 2015
- Concours et recrutement : l'organisation de concours statutaires et recrutements réservés de personnels enseignants des premier et second degrés, de conseillers principaux d'éducation et de conseillers d'orientation-psychologues - session 2016

Quand il fait chaud, il fait chaud....

C'est à Paris que se tiendra la prochaine conférence mondiale de l'Unesco sur le réchauffement climatique, du 30 novembre au 10 décembre 2015. S'y joueront les accords que passeront les Etats pour le futur de la planète. Une occasion de parler environnement et développement durable de manière positive aux citoyens de demain.



ELLE COURT, ELLE COURT LA RIVIÈRE

de Fleur Daugey, ill.
Hélène Georges,
Ed. Actes Sud junior

Pour suivre la rivière de la source à la mer et en découvrir la biodiversité, ce livre se déplie en une très jolie frise de cinq mètres de long. Sur les paysages joliment campés par des papiers découpés dans des camaïeux verts et bruns, foisonnent les détails de la vie aquatique. Le texte est succinct, parfois limité aux dénominations de la flore et de la faune. Il se conclut néanmoins sur le constat que l'homme malmène les rivières mais qu'il existe de l'espoir, pour peu que chacun s'efforce de respecter la nature.



MONSIEUR PAPA ET LES 100 GOUTTES D'EAU

de In-kyung Noh,
Ed. Rue du monde

Monsieur papa est parti très loin chercher de l'eau pour ses petits. Mais revenir de la mare est toute une aventure : chaos du chemin, oiseaux voleurs, feu à éteindre... le seau se vide peu à peu de ses gouttes d'eau ! Heureusement que la pluie vient remplir le seau, les petits éléphanteaux pourront se désaltérer. Sans paroles, cet album, tout en clins d'œil à la modernité avec ses dessins en pixels, est un beau support de langage pour aborder, avec les plus petits, la valeur de l'eau.



TUVALU UNE ÎLE EN TÊTE

de Barroux,
Ed. Mango Jeunesse
Dans cet archipel au large de la Nouvelle Zélande, la mer gagne

du terrain, et la mer « *ça ne respecte rien* ». La mer monte : « *quelques centimètres c'est peu, mais pour mon île c'est beaucoup* », dit le narrateur. Après avoir tout essayé c'est à l'exil qu'il faudra penser. Sans pathos, « *Une nouvelle vie commence, je ne suis pas triste, j'avance* », cette histoire raconte aussi que les hommes sont en lien sur cette planète et qu'ils peuvent être solidaires. Ciel bleu, tâches de couleurs pour la végétation et un simple trait au crayon pour les personnages : tout reste lumineux.



C'EST CHIC

de Marie Dorléans,
Ed. Seuil jeunesse

« *Qui veut une passoire à bulles, des chaussures à café, un aspirateur de compagnie, un tapis de pluie ?* ». Le jour où fourche la langue du marchand, les passants, stupéfaits, se jettent sur ces marchandises inédites ! À partir de là... tout fut chamboulé. « *Plus rien n'était à sa place, pas même les poules ou les aspirateurs* », jusqu'au jour où... Notre société de consommation est croquée avec élégance et humour, les illustrations n'étant pas en reste. À vous de faire le lien, ou pas, avec l'avenir de la planète !



PEUT ÊTRE QUE LE MONDE...

d'Alain Serres, ill. Chloé Fraser,
Ed. Rue du Monde

Hypothétiques et poétiques « peut être » sur l'origine du monde, de la vie, des couleurs qui entraînent à penser le bel équilibre de la planète et l'avenir en suspension. L'eau, l'air, la terre, les humains, éléments constitutifs du monde, apparaissent tour à tour, avec un va-et-vient entre l'immensité et l'intime. Les illustrations de Chloé Fraser sont sublimes et donnent envie de sortir peintures et pinceaux. L'auteur va plus loin en proposant un grand jeu d'écriture : les enfants sont invités à poursuivre le texte en écrivant aux chefs d'Etats qui participeront à la conférence « climat » à Paris. Règles du jeu et lots à gagner dans chaque exemplaire du livre. Un beau projet d'écriture pour la rentrée.



LE CLIMAT

de Georges Feterman, ill.
Gilles Ierouvoilles,
Ed. Actes sud junior

D'où vient la pluie ?
Comment naît le vent ?
Est-ce que le climat se

réchauffe ? Un documentaire de la collection « *À très petits pas* », pour découvrir les phénomènes climatiques et leurs conséquences sur la planète. Un petit guide pour avoir en tête notions et vocabulaire sur le sujet, à partir du cycle 2. Et pour le cycle 3, la version pour grands, collection « *À petits pas* ».

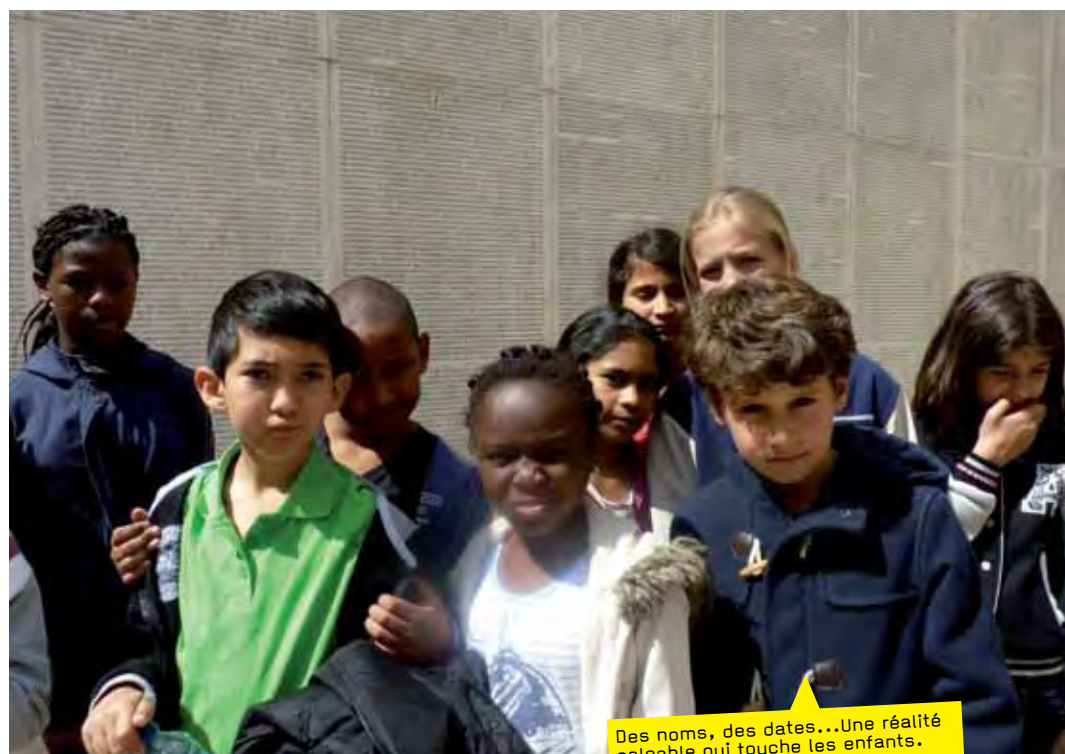


LE PANIER À PIQUE-NIQUE

de Gabriele Rebagliati, ill.
Susumo Fujimoto,
Ed. Grasset jeunesse

Parce que le jardinage, à l'école, est une belle entrée pour parler de la terre. Une étrange petite fille, un pré aux herbes folles, un jardinier, quelques tomates, des paniers de pique-nique qui vont et viennent, un bébé... Une drôle d'histoire qui ne laisse pas indifférent tant elle brasse des valeurs fortes, où amour et nourriture ont un lien étroit, où le respect de la nature et celui des autres vont de pair. Les illustrations au graphisme superbe célèbrent aussi l'amour de la terre, le partage, les rencontres, la famille, le choix, l'adoption...

UNE APPROCHE SENSIBLE DE L'HISTOIRE



Des noms, des dates... Une réalité palpable qui touche les enfants.

« Je voulais qu'ils touchent concrètement ce qu'avait été le sort de ces enfants déportés ou cachés » explique Sandrine Prat lors de la visite qu'elle fait avec sa classe de CM2 au Mémorial de la Shoah à Paris. Les élèves de l'Ecole Prisse-d'Avennes près de la Porte d'Orléans aiment l'histoire. « La fréquentation des musées et de tels lieux est un plus pour mon enseignement de l'histoire. C'est une autre façon d'apprendre qui accroche tous les élèves, même ceux qui sont en difficulté scolaire. Ils s'en souviendront davantage car ils sont dans l'action ». Après les Invalides pour Napoléon, puis la Grande Guerre, la classe fait étape ici pour la Seconde Guerre mondiale. Les réponses fusent aux questions de Pauline Le Diset, professeur de cinéma et intervenante de l'animation « Joseph, Jean, Claude et les autres ».

Le pouvoir évocateur du cinéma

Devant le mur des déportés français tout d'abord, déroulé saisissant de noms et de dates. « 76 500 noms c'est impressionnant » dira Antoine. « Je pensais que c'était en Allemagne et que les enfants n'étaient pas déportés » s'étonnera Laurène. La mobilisation, la collaboration du régime de Vichy, Pétain

serrant la main d'Hitler, les lois anti-juifs. « Je ne savais pas que les juifs étaient si maltraités » remarquera Gaia. « Ils ne pouvaient même plus aller dans les parcs » s'offusquera Enzo. L'animation, qui évite les images traumatisantes, fait revivre cette période de façon sensible et a recours au cinéma pour évoquer le sort des enfants cachés. Quelques extraits des films « Le vieil homme et l'enfant », « Un sac de billes » et « Au revoir les enfants » permettent alors de croiser ce qu'ont appris les enfants en classe avec ces récits autobiographiques qui évoquent la réalité quotidienne d'enfants juifs en France sous l'Occupation, la peur et le déchirement des familles. Les enfants s'interrogent quand la maman de Claude Langman, alias Claude Berri, lui recommande de se laver tout seul ou que son papa lui fait apprendre son nouveau nom ou le Notre Père. De retour en classe, la visite donne chair au débat et à l'écriture d'un storyboard à partir de la lecture d'un témoignage de « Paroles d'étoiles : mémoires d'enfants cachés ». Sandrine conclut : « dans les musées et les lieux de mémoire il y a une dimension humaine qui les responsabilise. C'est à l'école à leur ouvrir l'esprit et à leur apprendre la tolérance au quotidien ». VIRGINIE SOLUNTO

www.memorialdelashoah.org

EN BREF

RÉSEAU SOCIAL

UNE PLATEFORME D'ÉCHANGE

Devenir le réseau social des 800 000 enseignants de France, c'est l'ambition de Viaéduc une plateforme d'échange de ressources qui vient d'entrer en service. Réservé aux professeurs des premier et second degrés, le réseau est détenu majoritairement par des partenaires publics et est accessible gratuitement. Il permet de construire des communautés de partage et de travail portant sur tous les sujets éducatifs et, selon ses créateurs, il pourra rassembler des ressources souvent « atomisées » sur la toile et « décloisonner les expériences ». www.viaeduc.fr

CAPSULES

VIDÉOS FONDAMENTALES

« Les fondamentaux », ce sont maintenant plus de 500 petits films d'animation de 3 à 4 minutes qui veulent « favoriser de façon ludique l'acquisition des notions fondamentales de l'école élémentaire ». Ranger les mots dans l'ordre de l'alphabet, construire la dizaine, découvrir le cycle de vie des végétaux, différentes notions sont proposées sous la forme de capsules vidéo. Selon les concepteurs, celles-ci peuvent être utilisées au tout début d'une unité d'apprentissage « dans le cadre d'une



pédagogie inversée » ou à la fin « afin de mieux assoir un savoir acquis lors de manipulations ».

www.reseau-canope.fr/lesfondamentaux

KIT PÉDAGOGIQUE

« LA RIVIÈRE M'A DIT... »

La fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) vient de rééditer le kit pédagogique « La rivière m'a dit... » en l'adaptant au contexte du changement climatique. Né en 1996, cet outil d'éducation à l'environnement a déjà été diffusé à plus de 16 000 exemplaires et s'adresse aux enfants de 6 à 12 ans. Il comprend un livret théorique qui présente la rivière sous ses aspects écologique, culturel ou pratique, un carnet proposant 30 activités ludiques et scientifiques et des outils et des supports d'activités à imprimer. fne.asso.fr

Gilles Roisin-Firtina, enseignant et directeur de centre de vacances



PORTAIT

Cet été, comme chaque année depuis dix ans, à peine les cahiers et livres rangés, Gilles Roisin-Firtina, 30 ans, enseignant de CM1-CM2

à Strasbourg dirigera un centre de vacances des PEP (Pupilles de l'enseignement public). Pour la 4e année, ce sera l'Espagne avec une quarantaine d'ados et une équipe d'amis. Aux vacances d'hiver, il encadre également un séjour à la neige. Et il le fait « pour le plaisir », de vivre pendant deux semaines avec ces jeunes, sous tente, près de la mer, « C'est complètement différent, la fatigue de la classe est balayée ». Sa femme et leurs deux enfants font le voyage pour être près de lui.

À 18 ans, il a remplacé au pied levé un animateur, et n'a cessé depuis d'animer, majoritairement pour les PEP Alsace mais aussi d'autres structures. Quand il a passé le concours de professeur des écoles, il a aussi décroché son BAFA (brevet d'aptitude), les deux diplômes lui permettant de

devenir directeur. Tout enseignant, avec ou sans BAFA, peut demander au ministère un cumul d'activité et animer des centres de loisirs selon son ancienneté et le nombre de diplômés du séjour.

La motivation financière n'est pas première : au regard des heures effectuées, la paie reste modeste. Gilles a déjà testé des séjours plus rémunérateurs mais reste fidèle aux PEP comme à l'éducation prioritaire, parce qu'il aime travailler avec des jeunes que la vie n'a pas toujours gâtés. « On les amène à vivre des moments forts, ensemble, quelle que soit leur histoire », explique-t-il, « Souvent, ils se confient sur des sujets qu'ils n'aborderaient pas avec leur famille, c'est très riche ».

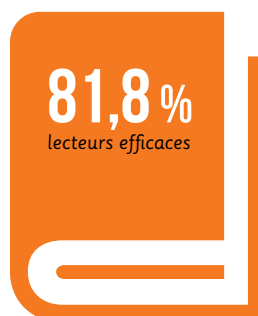
Il regrette seulement la chute des effectifs. La participation demandée pour ce séjour espagnol par exemple est de 1 000€ : « Ne peuvent y participer que des familles aisées ou des jeunes aidés par la CAF », au détriment des familles au revenu moyen. LAURENCE GAIFFE

ENSEIGNANT EN CM1-CM2 À STRASBOURG, IL DIRIGE CHAQUE ÉTÉ DES CENTRES DE VACANCES POUR LES PEP ALSACE. CET ÉTÉ : EN ESPAGNE AVEC UNE QUARANTAINE D'ADOS. ET EN FÉVRIER, IL ENCADRE UN GROUPE AU SKI.

UN JEUNE SUR DIX EN DIFFICULTÉ DE LECTURE

➤ 9,6% des participants à la journée Défense et citoyenneté (JDC) rencontraient des difficultés de lecture en 2014. Selon une récente note de la Depp, qui a analysé les évaluations de 750 000 jeunes de 17 ans et plus, cette part, moins élevée chez les filles que chez les garçons, se stabilise après une période de légère baisse entre 2010 et 2013. La note précise que les 4,1% des jeunes les plus en difficulté « se caractérisent par un déficit important de vocabulaire » et « peuvent être considérés en situation d'illettrisme. »

PROFIL DE LECTEURS À LA JDC EN 2014 EN %



Source DEPP, mai 2015.



EN BREF

JEUNESSE AU PLEIN AIR

DES COLOS POUR TOUS !

Pour aider au départ en vacances des enfants des milieux les moins favorisés, le réseau de la JPA, avec le soutien du SNUipp-FSU, lance l'opération « des colos pour tous ». Les organisateurs de séjours membres de la JPA proposent des places à tarif réduit de 10 à 50%. La JPA, qui mobilise de son côté des fonds spécifiques pour l'aide au départ, assure ensuite le montage financier du séjour avec les familles. Les enseignants des écoles sont invités à diffuser l'information et à proposer le catalogue spécifique aux familles. En ligne sur : www.jpa.asso.fr

LAÏCITÉ

ALSACE-MOSELLE : L'HEURE DE RELIGION SUR LA SELLETTE

Dans un avis rendu le 18 mai, l'Observatoire de la laïcité, instance rattachée à Matignon, préconise de faire évoluer le droit local spécifique à l'Alsace-Moselle. Il s'agit notamment, à propos de l'heure de religion hebdomadaire dispensée dans les écoles publiques, « d'inverser les modalités de choix » pour cet enseignement. Il ne reviendrait désormais plus aux élèves qui ne souhaitent pas suivre ce cours de demander à en être dispensés, mais à ceux qui souhaitent le suivre de s'y inscrire. Pour l'Observatoire, cette heure de religion ne devrait en outre plus être intégrée aux 24 heures de cours hebdomadaires.

ENFANTS OUBLIÉS DES VACANCES

L'ÉTÉ DES BOUQUINS SOLIDAIRES



À partir du 21 juin, la maison d'édition Rue du monde et le Secours populaire organisent « l'été des bouquins solidaires ». Le principe de l'opération est simple : trois albums de littérature jeunesse créés par l'éditeur sont proposés dans 500 librairies partenaires. La vente de ces ouvrages permettra de financer l'impression à 50 000 exemplaires d'un livre illustré original. Un album qui sera offert, fin août, aux enfants oubliés des vacances que le Secours populaire entend réunir sous la tour Eiffel pour une journée festive de spectacles, de danses et de jeux.

✚ Rubrique l'école/solidarité

L'ONZUS sonne l'alarme

Le dernier rapport de l'ONZUS sonne une nouvelle fois l'alarme. La pauvreté et le chômage progressent davantage qu'ailleurs dans les quartiers prioritaires. Et malgré certains dispositifs les écarts continuent aussi de se creuser entre les populations scolaires.

Le dernier rapport de l'ONZUS (Observatoire national des zones urbaines sensibles) dresse un bilan bien sombre des quartiers prioritaires. Publié le 6 mai dernier, il vient rappeler que les écarts entre quartiers en ZUS et quartiers hors-ZUS restent importants, voire s'accroissent. L'organisme qui dépend du Ministère de la ville montre que la pauvreté et le chômage progressent davantage en ZUS qu'ailleurs. Tandis que les revenus augmentent depuis 2009 dans les quartiers environnants, ceux des ZUS reculent et la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté est même trois fois plus élevée que la moyenne nationale : 38,4% des Français en ZUS doivent survivre avec moins de 987€ mensuels contre 12,2% nationalement. La situation du chômage demeure aussi « *très significativement plus préoccupante* » en banlieue indique l'ONZUS. Et si le taux de chômage s'est stabilisé à 23,2%, il n'est que de 9,3% hors ZUS. Il atteint

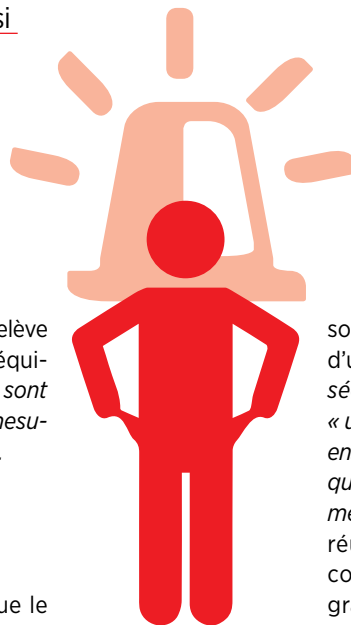
même 42,1% chez les jeunes contre 22,6% dans l'Hexagone. Même « *le diplôme ne protège pas suffisamment des effets de la crise économique* » déplore l'ONZUS qui relève qu'à niveau de qualification équivalent, « *les taux de chômeurs sont nettement supérieurs à ceux mesurés dans les autres quartiers* ».

Le fossé se creuse aussi entre les populations scolaires

Une situation qui rappelle que le fossé se creuse aussi entre les populations scolaires. Les élèves scolarisés dans des établissements situés dans les quartiers prioritaires sont ainsi près de deux fois plus souvent en retard lorsqu'ils entrent en 6^e et leur taux de réussite au diplôme national du

brevet (DNB) est de 75,5% contre 83,7% hors ZUS. Des écarts qui influent « *de manière significative* » sur les orientations scolaires au cours du lycée précisent les auteurs : seuls 27% des collégiens de ZUS se dirigeront vers une 1^{re} générale. Si les caractéristiques sociales des familles expliquent en grande partie ces différences – près de deux élèves de 6^e sur trois sont issus de catégories

sociales « *défavorisées* » et moins d'un sur six de catégories « *favorisées* » - l'ONZUS souligne aussi « *une diminution des effectifs enseignants en collège alors même que les populations scolaires augmentent* ». Seule lueur d'espoir, la réussite de certains dispositifs comme les quelques 500 programmes de réussite éducative (PRE), essentiellement dédiés à la prévention du décrochage scolaire. Le dispositif concernait 128 316 élèves en 2013 (+ 11,8% par rapport à 2012) et 62% d'entre eux bénéficiaient d'un parcours individualisé adapté à leurs besoins. VINCENT MARTINEZ



Emeline Jersol, médiatrice culturelle au Boulon à Vieux Condé (Nord) et à l'initiative de la «Cartocrise».



Qu'est-ce que la cartocrise ?

C'est une carte interactive où sont positionnés des marqueurs représentant des structures culturelles fermées ou des festivals supprimés ou annulés en France depuis mars 2014 et les élections municipales. Je travaille dans le domaine culturel et j'avais envie d'avoir un outil pour prendre du recul sur la situation actuelle. Je collecte des infor-

mations et d'autres me sont envoyées par mail, sous réserve d'une source officielle. Plus de 200 festivals et structures sont touchés.

Quels sont les lieux touchés par les annulations et les suppressions ?

Ce qui est impressionnant c'est qu'il y a une grande diversité dans ceux qui sont touchés : petites et grosses structures, dans des domaines très variés qui vont de l'opéra, aux arts de la rue, comme au théâtre. Mais aussi des petits comme des grands

projets. On se rend compte que la musique, les arts de la rue et les structures pluridisciplinaires sont les plus touchées. Personne n'est à l'abri de se retrouver sur la liste et le phénomène semble durable.

Quelles en sont les raisons ?

Elles sont multiples. Majoritairement, les baisses de dotation des collectivités territoriales. La culture, le social et l'éducation deviennent des variables d'ajustement dans les budgets. La seconde raison c'est que la culture

c'est politique. Beaucoup de ces annulations proviennent de choix politiques. Avec les changements de majorité aux élections municipales, il arrive souvent que le nouveau maire ne souhaite plus soutenir un projet de son prédécesseur. À côté de cela, il y a aussi des mauvaises gestions ou des projets qui s'arrêtent « naturellement ». C'est dramatique car ces projets artistiques de territoire étaient au plus près de la population, de vrais projets qui questionnent le monde dans lequel on vit.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE SOLUNTO

AGENDA

DU 24 AU 27 JUIN À CENON (33)

L'ENFANT ET LES IMAGES

Explorer le monde des images, mieux connaître leurs effets pour les analyser, les interroger, les critiquer et les intégrer dans les pratiques à l'école, ce seront les objectifs du 30^e congrès de la FNAREN. La fédération des associations de maîtres G a invité de nombreux conférenciers à éclairer ses débats, et parmi eux les psychiatres Serge Tisseron et Xavier Pommereau et le philosophe Dany-Robert Dufour.

🔗 www.congres-fnaren-2015

DU 7 AU 9 JUILLET À CHAUMONT (52)

COOPÉRER 2.0

L'usage des outils numériques engendrent-il une évolution ou une révolution dans notre conception actuelle de l'école et de la pédagogie coopérative? L'université d'été de l'OCCE se propose d'aborder cette question avec l'éclairage et l'analyse de nombreux spécialistes parmi lesquels Emmanuel Davidenkoff et André Tricot.

🔗 www.occe.coop

LES 8 ET 9 JUILLET À LYON (69)

LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Quelle pédagogie de la laïcité, quel enseignement laïque des faits religieux et quel nouvel enseignement moral et civique? L'Espé de Lyon propose une université d'été sur le thème de la «Transmission des valeurs de la République». Deux jours d'ateliers et de conférences avec notamment Henry Peña Ruiz, Abdenour Bidar, Eric Favey permettront d'alimenter la réflexion des participants sur des questions au cœur du débat public depuis les événements de janvier.

🔗 <http://espe.univ-lyon1.fr/>

DU 19 AU 22 AOÛT À AIX-EN-PROVENCE (13)

CULTURE, VOUS AVEZ DIT CULTURE?

«Résister, se construire par la culture», ce sera le thème du 52^e Congrès de l'ICEM, l'Institut coopératif de l'école moderne. Il est ouvert à tous et 500 personnes environ sont attendues pour assister aux conférences et aux ateliers animés par des enseignants engagés dans la pédagogie Freinet.

🔗 <http://congres-freinet.org/>

CINÉMA

UN FRANÇAIS

Journalisme, théâtre, musique, télévision, Diastème pratique plusieurs métiers et il exerce particulièrement bien celui de cinéaste. Son deuxième long-métrage parvient à raconter un morceau d'Histoire de France à travers le destin d'un homme et apporte au débat politique d'aujourd'hui des éléments de première importance. Nazi-fasciste, skinhead, voyou, son personnage principal est décrit sur trente ans, pendant lesquels il s'éloigne peu à peu de la violence, en parcourant des chemins tortueux. Et en côtoyant

d'affreux personnages que Diastème a créés à partir d'une incontestable réalité, ceux qui restent dans la radicalité et ceux qui la maquillent avec adresse. Son héros (son anti-héros?) a pris corps à partir d'enquêtes sérieuses, déclenchées par le choc de la mort de Clément Méric il y a exactement deux ans. Les scènes d'extrême-violence (mettons le trait d'union comme à extrême-droite) sont filmées avec l'intégrité formelle que demande le cinéma: montrées sans complaisance, toujours du point de vue de l'éthique. Le film tout entier est fondé sur le doute progressif du personnage vis-à-vis de la légitimité de la violence et des mensonges de son camp. Et les images sont cohérentes avec cette interrogation morale. Ce qui énervera, et qui énerve déjà, c'est que Diastème fait tout simplement la généalogie du Front National et montre calmement ce que certains se sont résignés à oublier. Les fondateurs et leurs comparses viennent tous d'un monde précis, partagent des valeurs précises. Les toilettes ne suffisent pas. Le message politique est rarement passé avec autant de pertinence dans un film de fiction. Et tant mieux si le débat est lancé. RENÉ MARX



🔗 Les critiques de cinéma de Fenêtres sur Cours sont sur lavedesfilms.com

MUSIQUE

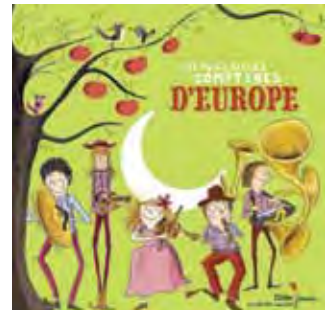
CONTE ET COMPTINES

Les Éditions Didier Jeunesse rééditent une version étoffée du «Pierre et le Loup» raconté par Michel Galabru. Le Conte de Prokofiev est ici enrichi de six morceaux classiques. Chopin, Grieg, Saint-Saëns, Satie et Schubert invitent les enfants à poursuivre l'écoute musicale. Éric Battut signe les illustrations. On retrouve son trait minimaliste et ses petits personnages perdus dans la couleur de la page. Un grand classique du livre-disque pour enfant.

Dans la collection cartonnée éveil musical, les «Comptines pour chanter le Far West» font danser les plus petits. Dix comptines (dont certaines sont bien connues des cours de récré), interprétées par Framix, musicien pop, reggae, soul, nous entraînent dans l'univers de l'Ouest américain, entre cow-boys, Indiens, berceuse iroquoise et traditionnel américain. Ambiance feu de camp garantie pour les plus petits.

«Les plus belles comptines d'Europe» viennent enrichir la collection Les petits cousins. Trente comptines et chansons de treize pays européens, Allemagne, Angleterre, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Turquie et issues de la tradition orale pour sensibiliser à d'autres langues et d'autres cultures. Un dossier à la fin de l'ouvrage offre les traductions, l'origine des chants et les pistes pédagogiques à exploiter. Un joli tour d'Europe interprété par des enfants bilingues.

LAURE GANDEBEUF



**PIERRE ET LE LOUP
DE PROKOFIEFF
RÉCITANT MICHEL GALABRU**

**COMPTINES POUR
CHANTER LE FAR WEST**

**LES PLUS BELLES
COMPTINES D'EUROPE**

DIDIER JEUNESSE

Jean-Paul Delahaye, Inspecteur général de l'éducation nationale

ENTRETIEN AVEC

« La réussite scolaire, seul moyen de sortir de la pauvreté »

Vous dressez le constat d'une aggravation de la pauvreté des élèves : Comment se répercute-t-elle à l'école ?

En France, 1,2 million d'enfants, soit un enfant sur dix, vivent dans des familles pauvres ou très pauvres et connaissent de grandes fragilités pour apprendre sereinement. Et cela s'aggrave avec la crise économique. Or les fonds sociaux ont été divisés par 2,3 de 2001 à 2013. Dans les écoles, les enseignants témoignent des signes de pauvreté, des enfants qui ne déjeunent pas le midi, qui portent des vêtements trop petits, trop grands ou pas assez chauds par exemple. Dans certaines parties du territoire, grâce à la vigilance et au dévouement des personnels, l'école est devenue une institution d'aide aux familles, voire un refuge, et, souvent, le seul moyen pour les familles en grande difficulté d'entrer en contact avec les services médicaux et les services sociaux. Tous les enfants des familles pauvres ne sont pas en échec scolaire, mais ceux qui échouent à l'école aujourd'hui seront les exclus de demain. En favorisant davantage la réussite scolaire des plus pauvres, le système éducatif leur offre le seul moyen à long terme de sortir de la pauvreté.

Quelle doit être la place du primaire dans une stratégie de réussite pour tous ?

L'objectif de réussite pour tous à l'issue de la scolarité obligatoire nécessite non seulement le maintien mais aussi le renforcement de la priorité à l'école primaire qui est l'un des objectifs de la loi de refondation. Il est à cet égard de la plus haute importance de maintenir l'effort en direction de l'école maternelle en donnant la priorité aux territoires en difficulté, urbains comme ruraux pour la scolarisation des enfants de moins de 3 ans. De même, il faut poursuivre de façon volontariste et pilotée l'implantation du dispositif « plus de maîtres que de classes » dans les zones difficiles, urbaines et rurales. Il faut aussi s'assurer dans chaque académie que les postes sont bien implantés là où sont les besoins, poursuivre le mouvement de création de postes de RASED, en priorité en éducation prioritaire et dans les territoires ruraux isolés. Et prévoir bien sûr les départs en formation nécessaires des personnels candidats aux fonctions d'enseignants spécialisés.

Vous formulez 68 recommandations, quelles sont les principales ?

Tant qu'il n'existera pas une mixité sociale et scolaire suffisante sur l'ensemble du territoire, des mesures

ciblées d'accompagnement et d'aide, à la fois pédagogiques et budgétaires, au bénéfice des publics défavorisés seront nécessaires. Je propose, par exemple, de réaffecter une partie des économies réalisées par la suppression progressive du redoublement au financement pérenne d'actions pédagogiques d'accompagnement des élèves les plus en difficulté. De même, parce que nous avons, par rapport aux pays qui nous sont comparables, un second cycle plus coûteux de 15 %, et une école primaire moins bien dotée, de 15 % également, je propose de rééquilibrer les dotations budgétaires au sein du système éducatif de manière à concentrer les moyens disponibles en direction de l'école primaire, et à mieux doter les collèges et les lycées qui accueillent une part importante d'élèves ayant besoin d'une attention particulière. La priorité est aussi d'affecter des enseignants expérimentés dans les écoles et établissements difficiles. Aussi, l'effort de solidarité supplémentaire devra s'accompagner d'une réflexion pédagogique offrant toutes les garanties d'efficacité.

Comment aider les enseignants à atteindre cet objectif de la réussite pour tous ?

Lors de mes visites de terrain, j'ai rencontré beaucoup de personnels totalement investis dans leur tâche et convaincus que tous les élèves sont capables d'apprendre. Cet engagement doit être mieux soutenu par la formation initiale et continue. Les enseignants expriment le besoin de repères professionnels, notamment en matière de didactique et de pédagogie pour davantage tenir compte de l'hétérogénéité des élèves et enrichir leur pratique pédagogique en conséquence. Parmi les pistes suggérées dans mon rapport une consisterait à organiser chaque année dans les ESPÉ un séminaire qui permettrait aux jeunes enseignants d'échanger sur leurs premières expériences, non seulement entre eux mais avec des collègues plus expérimentés, créant ainsi une culture commune et de collaboration qui fait trop souvent défaut au sein de l'éducation nationale. Il faudrait aussi organiser, pour les personnels nouvellement affectés dans une école ou un établissement, un temps de formation ayant pour objectif une première connaissance de l'environnement de l'école. PROPOS RECUEILLIS PAR ELSA BELLANGER



ANCIEN CONSEILLER DE VINCENT PEILLON, JEAN-PAUL DELAHAYE, INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE, A REMIS LE 11 MAI SON RAPPORT « GRANDE PAUVRETÉ ET RÉUSSITE SCOLAIRE. LE CHOIX DE LA SOLIDARITÉ POUR LA RÉUSSITE DE TOUS ».